

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/976
E/CN.4/Sub.2/294
18 novembre 1968

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE
CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET LA PROTECTION DES MINORITES
A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME SUR LES TRAVAUX
DE SA VINGT ET UNIEME SESSION

Genève, 7 - 25 octobre 1968

Rapporteur : Mme Phoebe ASIYO

GE.68-24718
69-00733

Chapitres	Paragrapbes	Page
I. ORGANISATION DE LA SESSION	1 - 21	1
Ouverture et durée de la session	1 - 2	1
Représentation à la session	3 - 8	1
Election du Bureau	9	4
Secrétariat	10	4
Ordre du jour	11 - 12	4
Séances, résolutions et documentation	13 - 21	5
II. ETUDE SPECIALE SUR LA DISCRIMINATION RACIALE DANS LES DOMAINES POLITIQUE, ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	22 - 34	7
Adoption d'une résolution	33	10
Résolution 6 (XXI) du 18 octobre 1968	34	10
III. ETUDE SUR L'EGALITE DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	35 - 48	11
Adoption d'une résolution	47	13
Résolution 4 (XXI) du 16 octobre 1968	48	14
IV. QUESTION DE L'ESCLAVAGE ET DE LA TRAITE DES ESCLAVES DANS TOUTES LEURS PRATIQUES ET MANIFESTATIONS Y COMPRIS LES PRATIQUES ESCLAVAGISTES DE L'APARTHEID ET DU COLONIALISME	49 - 60	15
Adoption d'une résolution	54 - 58	19
Résolution 7 (XXI) du 22 octobre 1968	59	21
V. QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE D'APARTHEID DANS TOUS LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS COLONIAUX ET AUTRES PAYS DEPENDANTS	61 - 70	23
Adoption d'une résolution	69	25
Résolution 3 (XXI) du 14 octobre 1968	70	25
VI. PROCEDURE A ADOPTER POUR L'EXAMEN DES COMMUNICATIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINA- TOIRES ET A LA PROTECTION DES MINORITES	71 - 94	26
Adoption d'une résolution	91	36
Résolution 2 (XXI) du 14 octobre 1968	92	37
VII. COMMUNICATIONS CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME ...	95 - 97	41

Chapitres	Paragraphes	Page
VIII. EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LES DOMAINES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET D'UNE ÉTUDE OU D'UNE ENQUÊTE DE LA PART DE LA SOUS-COMMISSION	98 - 116	42
Adoption d'une résolution	112 - 115	47
Résolution 1 (XXI) du 9 octobre 1968	116	49
IX. PROTECTION DES MINORITÉS	117 - 126	51
Adoption d'une résolution	123 - 125	53
Résolution 5 (XXI) du 17 octobre 1968	126	54
X. GÉNOCIDE	127 - 135	55
Adoption d'une résolution	132 - 134	56
Résolution 8 (XXI) du 22 octobre 1968	135	57
XI. EXAMEN DES TRAVAUX FUTURS DE LA SOUS-COMMISSION	136 - 140	58
XII. ADOPTION DU RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION À LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME	141	61
XIII. PROJETS DE RÉSOLUTIONS SOUMIS À L'APPROBATION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME		62
I. Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités		62
II. Procédure à adopter pour l'examen des communications relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités		63
III. Protection des minorités		65
IV. Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes et l'apartheid et du colonialisme		66
V. Génocide		67
VI. Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à la Commission des droits de l'homme		68
Annexe I INCIDENCES FINANCIÈRES DES RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA SOUS-COMMISSION À SA VINGT ET UNIÈME SESSION		
Annexe II LISTE DES DOCUMENTS DONT LA SOUS-COMMISSION ÉTAIT SAISIE À SA VINGT ET UNIÈME SESSION		

I. ORGANISATION DE LA SESSION

Ouverture et durée de la session

1. La vingt et unième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités s'est tenue à l'Office européen des Nations Unies, à Genève, du 7 au 25 octobre 1968 inclusivement.
2. M. Pierre Juvigny (France), Président de la Sous-Commission à sa vingtième session, a ouvert la vingt et unième session (532ème séance).

Représentation à la session

3. Ont participé à la session :

MEMBRES ET SUPPLEANTS

M. Mohammed A. Abu Rannat	(Soudan)
Mme Phoebe Asiyó	(Kenya)
M. Mohamed Awad	(République arabe unie)
M. Antonio Martínez Báez	(Mexique)
M. Leon Guerrero (Suppléant)	(Philippines)
M. Slawomir Dabrowa (Suppléant)	(Pologne)
M. Peter Calvocoressi	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
M. John R. Evans (Suppléant)	
M. Clyde Ferguson, Jr.	(Etats-Unis)
M. John Carey (Suppléant)	
M. Francesco Capotorti	(Italie)
M. Luigi Ferrari-Bravo (Suppléant)	
M. Mehmet Güney (Suppléant)	(Turquie)
M. John P. Humphrey	(Canada)
M. Gheorghy Ivanov (Suppléant)	(Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. Yuri Kolosov (Suppléant)	
M. Pierre Juvigny	(France)
M. Nath Pai	(Inde)
M. Vieno Voitto Saario	(Finlande)
M. Hernán Santa Cruz	(Chili)
M. German Carrasco (Suppléant)	
M. Eduard Schiller	(Autriche)
M. Zeev W. Zeltner	(Israël)
M. B. Eyal (Suppléant)	

4. Certains membres ont fait savoir au Secrétaire général qu'ils ne pourraient pas assister à la session et que, conformément à l'article 70 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, et avec l'assentiment de leur gouvernement, ils avaient respectivement désigné comme suppléants M. J.D. Inglès (Philippines) : M. L. Guerrero; M. W. Ketrzynski (Pologne) : M. S. Dabrowa; M. Yakov Ostrovski (URSS) : M. G. V. Ivanov et M. Y. Kolosov et M. Ilhan Uuat (Turquie) : M. M. Güney. MM. Peter Calvocoressi, Francesco Capotorti, Clyde Ferguson Jr, Hernan Santa-Cruz et Zeev Zeltner n'ont pu être présents à certaines séances de la Sous-Commission et, avec l'assentiment de leur gouvernement, ont désigné pour les remplacer : M. Calvocoressi : M. J. Evans; M. Capotorti : M. L. Ferrari-Bravo; M. C. Ferguson Jr : M. J. Carey; M. H. Santa-Cruz : M. G. Carrasco et M. Z. Zeltner : M. B. Eyal. Ces désignations ayant le complet agrément du Secrétaire général, les suppléants ont bénéficié, pendant la durée de la session, du même statut que les membres de la Sous-Commission, y compris le droit de vote.

5. Les observateurs suivants, envoyés par les gouvernements d'Etats membres ont assisté à la session :

<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. Ralph W. Eye
<u>Pays-Bas</u> :	Mlle A.F. W. Lunsingh-Meijer M. J. W. G. Zandvliet
<u>Philippines</u> :	M. Maxie S. Aguillon
<u>Yougoslavie</u> :	Mlle Z. Ilić

INSTITUTIONS SPECIALISEES

6. Ont assisté à la session les représentants des institutions spécialisées dont les noms suivent :

<u>Organisation internationale du Travail (OIT)</u>	M. Claude Rossillion
<u>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)</u>	M. Ledakis

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

7. Ont assisté à la session les observateurs des organisations intergouvernementales dont les noms suivent :

<u>Conseil de l'Europe</u> :	M. Robertson
<u>Ligue des Etats arabes</u> :	M. M. A. Hetata
<u>Organisation de l'Unité Africaine</u> :	M. D. Ouattara

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

8. Les personnes dont les noms suivent, représentant des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, ont assisté à la session en qualité d'observateurs :

CATEGORIE A

<u>Confédération internationale des syndicats chrétiens</u> :	M. Johannes Pietryga
<u>Fédération syndicale mondiale</u> :	M. C. Boglietti

CATEGORIE B

<u>Alliance internationale des femmes</u> :	Mme I. Rimondini
<u>Association des femmes pakistanaïses</u> :	Begum Rani Mirza-Khan
<u>Bureau international catholique de l'enfance</u> :	Mme Odile Rouillet
<u>Comité consultatif mondial de la Société des Amis</u> :	Mme Mary Nuttall Mme Katherine Wood M. Ducan Wood
<u>Comité de coordination d'organisations juives</u> :	M. Gustav Warburg
<u>Commission des églises pour les affaires internationales</u> :	M. A. Dominique Micheli
<u>Commission internationale de juristes</u> :	Mlle McHew M. Seán MacBride M. J.K. Toth
<u>Congrès juif mondial</u> :	M. A. Jabès M. F.L. Brassloff
<u>Conseil international des femmes juives</u> :	Mme Miriam Warburg
<u>Conseil international des services juifs de prévoyance et d'assistance sociale</u> :	M. Daniel Lack
<u>Fédération internationale des femmes diplômées des universités</u> :	Mme Constance Jones
<u>Fédération internationale des femmes juristes</u> :	Mlle Helen A. Pfander Mme Evelyn West Mme L. Rivollet
<u>Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté</u> :	Mme Gertrude Baer Mme Mary Nuttall
<u>Organisation internationale des femmes sionistes</u> :	Mme Yvette Brunschwig Mme Martine Schoenwald
<u>Pan Pacific and South East Asia Women's Associations</u> :	Mme Constance Jones
<u>Pax Romana</u> :	M. Tadeusz Szmitkowski

Société anti-esclavagiste :

Sir Douglas Glover
Mme Mary Nuttall
M. J.R.P. Montgomery

Union catholique internationale de service social :

Mlle Marie-Madeleine Brazzola

Union mondiale des femmes rurales :

Begum Rani Mirza Khan

Union mondiale des organisations féminines catholiques : Mme James G. Forsyth

REGISTRE

Open Door International (pour l'émancipation économique de la travailleuse) :

Mme Gertrude Baer

Election du Bureau

9. A sa 532ème séance, la Sous-Commission a réélu comme membres de son Bureau les personnes dont les noms suivent :

Président : M. Pierre Juvigny (France)

Vice-Président : M. Nath Pai (Inde)

Rapporteur : Mme Phoebe Asiyo (Kenya)

Secrétariat :

10. M. Kamleshwar Das, chef de la Section des Etudes et Conventions de la Division des droits de l'homme, a représenté le Secrétaire général, et M. Ilhan Lütem, chef de la Section de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, a rempli les fonctions de Secrétaire de la Sous-Commission.

Ordre du jour

11. A sa 532ème séance, la Sous-Commission a adopté comme ordre du jour de sa vingt et unième session les points suivants de son ordre du jour provisoire (E/CN.4/Sub.2/287) :

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Etude spéciale sur la question de la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel
4. Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice
5. Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme
6. Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays coloniaux et autres pays dépendants
7. Procédure à adopter pour l'examen des communications relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités

8. Communications concernant les droits de l'homme
9. Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission :
 - a) Discrimination dans l'enseignement;
 - b) Discrimination en matière d'emploi et de profession;
 - c) Discrimination en matière de droits politiques;
 - d) Discrimination dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays;
 - e) Discrimination contre les personnes nées hors mariage;
 - f) Elimination de toutes les formes de discrimination raciale;
 - g) Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse;
 - h) Rapports périodiques sur les droits de l'homme et rapports sur la liberté de l'information
10. Protection des minorités
11. Génocide
12. Examen des travaux futurs de la Sous-Commission
13. Rapport de la Sous-Commission à la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa vingt et unième session.

Organisation des travaux

12. A sa 532ème séance, la Sous-Commission a décidé d'examiner les points 9, 7, 6, 8, 4, 10, 3, 5, 11, 12 et 13 de son ordre du jour, dans cet ordre.

Séances, résolutions et documentation

13. A la 532ème séance, le représentant du Secrétaire général a appelé l'attention de la Sous-Commission sur les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social concernant les comptes rendus analytiques des séances. La Sous-Commission a décidé de maintenir la pratique des comptes rendus analytiques pour la session en cours.

14. La Sous-Commission a tenu 25 séances plénières. Les opinions exprimées au cours de ces séances sont résumées dans les comptes rendus analytiques des 532ème à 556ème séances (E/CN.4/Sub.2/SR.532 à 556).

15. A sa 547ème séance, la Sous-Commission a entendu une déclaration de l'observateur de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et, à sa 553ème séance, une déclaration de l'observateur du Conseil de l'Europe.

16. A ses 533ème, 535ème et 548ème séances, la Sous-Commission a entendu des déclarations du représentant de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et, à sa 535ème séance, une déclaration du représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

17. Conformément à l'article 75 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, la Sous-Commission a entendu les représentants des organisations non gouvernementales suivantes :

Catégorie B :

Comité de coordination d'organisations
juives :

M. G. Warburg (544ème séance)

Commission internationale de juristes :

M. Sean McBride (533ème séance)

Fédération internationale des femmes
juristes :

Mlle H. Pfander (544ème séance)

Ligue internationale des femmes pour la
paix et la liberté :

Mme Mary Nuttall (551ème séance)

Open Door International :

Mme G. Baer (544ème séance)

Société anti-esclavagiste :

Sir Douglas Glover (551ème séance)

18. La Sous-Commission a adopté huit résolutions (1(XXI) à 8 (XXI)). Le texte de ces résolutions et des décisions de la Sous-Commission est reproduit ci-après dans les sections auxquelles elles se rapportent.

19. Les projets de résolution dont l'adoption est recommandée à la Commission des droits de l'homme figurent dans le chapitre XIII.

20. L'état des incidences financières présenté par le Secrétaire général concernant certaines résolutions adoptées par la Sous-Commission est reproduit à l'annexe I.

21. La liste des documents dont la Sous-Commission était saisie figure dans l'annexe II.

II. ETUDE SPECIALE SUR LA DISCRIMINATION RACIALE
DANS LES DOMAINES POLITIQUE, ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Point 3 de l'ordre du jour

22. De sa 547^{ème} à sa 550^{ème} séance, la Sous-Commission a examiné le point 3 de l'ordre du jour, "Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel".
23. La Sous-Commission était saisie du projet de rapport (E/CN.4/Sub.2/288) établi par le Rapporteur spécial, M. Hernán Santa Cruz, conformément à la résolution 1 (XX) de la Sous-Commission.
24. En présentant son rapport, M. Santa Cruz a déclaré que, si celui-ci avait des défauts, cela tenait principalement à ce qu'il n'avait pas eu assez d'éléments d'information. Sur les 122 Etats auxquels il avait demandé des renseignements, 36 seulement avaient fait parvenir des réponses; l'OIT et l'UNESCO avaient fourni une aide précieuse, dont il les remerciait; mais il regrettait que deux seulement des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social eussent répondu à sa demande de renseignements. Il a fait ressortir les points sur lesquels le projet de rapport développait le rapport intérimaire (E/CN.4/Sub.2/276) qu'il avait présenté à la vingtième session de la Sous-Commission. Dans l'introduction figurait un chapitre sur l'historique de la question, de caractère tout provisoire mais auquel il espérait donner une forme plus complète dans le rapport final. La première partie, composée des chapitres IV à VIII, analysait la situation actuelle en ce qui concerne la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel et décrivait les mesures prises par les Etats pour éliminer la discrimination raciale. La deuxième partie traitait de l'apartheid et du nazisme. Au sujet du chapitre concernant le nazisme, le Rapporteur spécial a rappelé que, dans la résolution 1 (XX), la Sous-Commission l'avait invité à prendre dûment en considération dans son rapport la question des mesures à adopter pour mettre un terme aux activités nazies, où qu'elles se manifestent, et que dans sa résolution 15 (XXIV) la Commission des droits de l'homme avait invité la Sous-Commission à présenter à la Commission des recommandations sur les mesures qui pourraient être prises pour mettre un terme aux activités nazies, où qu'elles se manifestent. Le Rapporteur spécial a souligné que ce chapitre, y compris les recommandations, avait un caractère provisoire et serait révisé compte tenu de nouveaux renseignements. Au sujet des conclusions et propositions préliminaires contenues dans la troisième partie du rapport, il a particulièrement appelé l'attention de la

Sous-Commission sur le paragraphe 705, où il proposait que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les chefs des secrétariats des institutions spécialisées donnent à leur personnel des instructions strictes pour que toute forme ou manifestation d'intolérance raciale ou nationale soit évitée.

25. Plusieurs membres de la Sous-Commission, le représentant de l'OIT et celui de l'OUA ont formulé des observations. Ils ont vivement félicité le Rapporteur spécial pour la qualité, la profondeur et l'ampleur de son rapport sur une matière difficile et complexe. Quelques-unes des questions soulevées à propos du projet de rapport sont résumées ci-après.

26. Plusieurs membres se sont déclarés satisfaits du chapitre consacré à l'historique du problème. Selon eux, ce chapitre faisait une place adéquate aux deux principales causes de discrimination raciale, le colonialisme et l'esclavage et montrait comment l'opinion publique et le droit international avaient évolué avec le temps. Certains membres, d'autre part, tout en reconnaissant le rôle important joué par le colonialisme et l'esclavage dans la pratique de la discrimination raciale, étaient d'avis qu'elle avait d'autres causes historiques, comme le nationalisme dénaturé, qui pourraient être examinées aussi. Un membre a fait observer que le projet de rapport pouvait donner l'impression que par le seul fait de l'abolition de l'esclavage et du colonialisme, la discrimination raciale disparaîtrait. Or, constatait-il, le Rapporteur spécial notait au paragraphe 126 du projet de rapport que, dans certains cas, des peuples qui avaient fait autrefois l'objet de mesures discriminatoires se sont mis, quand eux-mêmes en ont été délivrés, à déclencher des mouvements ségrégationnistes et à fomenter activement des sentiments de haine contre ceux qui dans le passé les avaient humiliés. Le Rapporteur spécial a répondu que, ainsi qu'il l'avait déjà indiqué, le chapitre historique était provisoire et serait développé dans le rapport final. Il a dit attacher beaucoup d'importance aux causes de discrimination raciale, estimant que c'est seulement par une connaissance vraiment lucide des causes que l'on peut bien comprendre et combattre efficacement cette discrimination.

27. Les membres étaient satisfaits de voir figurer dans le projet de rapport un chapitre consacré à la renaissance du nazisme et de l'intolérance raciale. Certains ont rappelé les souffrances que les atrocités nazies avaient infligées à des millions de personnes et ont signalé la réapparition d'activités nazies en certains endroits du monde. Ils considéraient que, par sa manière de traiter le sujet et particulièrement dans les recommandations proposées, le Rapporteur spécial s'était montré parfaitement conscient du danger que constitue ce phénomène. Certains membres, d'autre part, étaient

d'avis que l'on pourrait, dans le rapport final, formuler une définition plus précise du nazisme et s'efforcer de traiter le sujet d'une manière plus complète en vue de distinguer nettement entre la propagande et les faits. A ce propos, un membre a déclaré qu'une nette compréhension de la genèse et des traits saillants du nazisme permettrait peut-être de prévenir sa recrudescence dans l'avenir. Le Rapporteur spécial s'est félicité des observations qui avaient été formulées. Elles étaient de nature à l'éclairer et il en tiendrait compte en élaborant le rapport final. En même temps, il a rappelé que les vues exprimées dans le chapitre relatif au nazisme s'appuyaient non pas sur les réponses de gouvernements mais sur les ouvrages d'historiens qui ont traité ce sujet.

28. Plusieurs membres ont déploré la politique d'apartheid que poursuit le Gouvernement de la République sud-africaine malgré les nombreuses résolutions de divers organes des Nations Unies condamnant cette politique. L'avis a été exprimé que si cette politique se maintenait, c'était en grande partie à cause de l'appui que l'Afrique du Sud recevait de certains grands partenaires commerciaux. A ce propos, un membre a exprimé l'opinion que si le rapport contenait d'amples renseignements concernant les partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, en revanche il ne donnait guère d'indications sur la structure du commerce extérieur de l'Afrique du Sud; il a donc suggéré que cet aspect du problème soit pris en considération lors de la préparation du rapport final.

29. La question de l'antisémitisme a été soulevée au cours du débat. Un membre a déclaré que dans certains pays les Juifs se voyaient refuser le droit d'avoir leurs propres institutions culturelles où leurs enfants puissent apprendre leur langue et être instruits de leurs coutumes. Il a déclaré aussi que, contrairement aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Juifs n'avaient pas le droit de circuler librement dans ces pays. Mais un autre membre a déclaré qu'il était erroné de soutenir que dans les pays en question les Juifs ne jouissaient pas des mêmes droits que le reste de la population. Peut-être certaines personnes nourrissaient-elles des préjugés défavorables aux Juifs, mais ces préjugés n'étaient pas tolérés officiellement et étaient une survivance du passé. Il a affirmé que dans son pays les Juifs occupaient certains des postes officiels les plus élevés et se plaçaient au premier rang par le nombre de personnes accédant à l'enseignement supérieur.

30. Plusieurs membres ont souligné l'importance des mesures prises à l'échelon national et sur le plan local pour éliminer la discrimination raciale. Un membre a précisé à ce propos que dans son pays l'action communautaire avait été employée pour obtenir que toutes les personnes soient traitées également, sans distinction de race, de couleur,

d'origine nationale ou ethnique, et que c'est grâce à cette action que la paix et l'harmonie avaient prévalu malgré les difficultés raciales qui avaient surgi avant l'indépendance.

31. Certains membres ont commenté la recommandation 13, contenue au paragraphe 705, sur laquelle le Rapporteur spécial avait lui-même attiré l'attention, L'avis a été exprimé que, quand bien même la recommandation s'appuyait sur l'expérience personnelle du Rapporteur spécial, elle pouvait créer une impression fausse. On a donc estimé que cette recommandation pourrait être reconsidérée. Toutefois, un membre a exprimé l'avis que cette recommandation proposait de bons principes pour guider les fonctionnaires des Nations Unies. Le Rapporteur spécial a confirmé qu'il avait lui-même constaté des signes d'intolérance raciale au sein des Nations Unies. Il estimait néanmoins que toute mention de ce problème devait être formulée avec soin et il a promis de s'occuper particulièrement de ce point.

32. Diverses suggestions ont été faites quant aux moyens d'améliorer la structure du rapport. Le Rapporteur spécial a promis de tenir compte des diverses remarques et observations lors de l'élaboration du rapport final.

Adoption d'une résolution

33. A la 550ème séance, M. Calvocoressi a présenté un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.506), qui a été adopté par 15 voix contre zéro, avec une abstention.

34. Le texte de la résolution 6 (XXI) tel qu'il a été adopté à la 550ème séance, le 18 octobre 1968, est libellé comme suit :

"Résolution 6 (XXI)

ETUDE SPECIALE SUR LA DISCRIMINATION RACIALE DANS LES DOMAINES POLITIQUE, ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant examiné le rapport (E/CN.4/Sub.2/288) présenté par le Rapporteur spécial, M. Hernán Santa Cruz, au sujet de l'étude spéciale sur la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel,

1. Félicite chaleureusement M. Hernán Santa Cruz de son rapport, qui marque un nouveau progrès des travaux de la Sous-Commission dans ce domaine;

2. Invite le Rapporteur spécial à établir un rapport final, en tenant compte des échanges de vues qui ont eu lieu sur son rapport à la vingt et unième session de la Sous-Commission, et à le présenter en temps voulu pour que la Sous-Commission puisse l'examiner à sa vingt-deuxième session."

III. ETUDE SUR L'EGALITE DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Point 4 de l'ordre du jour

35. A ses 543^{ème}, 544^{ème} et 545^{ème} séances, la Sous-Commission a examiné le point 4 de son ordre du jour intitulé "Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice". Elle était saisie du document E/CN.4/Sub.2/289, contenant le projet de rapport établi par le Rapporteur spécial, M. Mohammed Ahmed Abu Rannat, conformément à la résolution 5(XX) de la Sous-Commission. En présentant son rapport, M. Abu Rannat a expliqué que la version actuelle reprenait sous une forme plus développée la première version de l'étude (E/CN.4/Sub.2/281), que la Sous-Commission avait examinée à sa vingtième session.

36. Tous les orateurs ont chaleureusement félicité le Rapporteur spécial pour son rapport et ont fait état de son érudition, de sa compréhension, de son objectivité et de la hauteur de ses vues. Certaines des questions soulevées au sujet des aspects spécifiques du projet de rapport sont examinées ci-dessous.

37. Plusieurs orateurs ont estimé qu'il serait souhaitable de s'étendre plus qu'on ne l'a fait dans le paragraphe 7 du projet sur la question de l'égalité entre l'individu et l'Etat dans l'administration de la justice. Lorsque l'individu est en litige avec l'Etat, ce dernier a l'énorme avantage de disposer de ressources financières supérieures et de conseillers plus compétents. Il peut aussi bénéficier de privilèges juridiques dont l'individu est dépourvu; par exemple, il peut avoir le droit de garder secrets des documents pour des motifs de sécurité publique. Cette inégalité, a-t-il été souligné, est de nature à s'élargir. Le Rapporteur spécial a répondu que l'égalité entre l'individu et l'Etat dans l'administration de la justice est une question dont l'examen ne semble pas avoir été envisagé lorsque la Sous-Commission a approuvé le schéma établi pour le rassemblement de données destinées à son étude. Ce schéma s'appuyait sur les articles 2 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et l'égalité dont il est question à l'article 2 s'entend généralement de l'égalité entre les individus. En conséquence, les renseignements réunis en vue de l'établissement des documents de séance ne concernaient pas essentiellement la question de l'égalité entre l'individu et l'Etat. Le Rapporteur s'efforcera néanmoins de traiter plus largement cette question dans le projet de rapport, même s'il lui fallait recourir à des données ne figurant pas dans les documents de séance et bien qu'il ne soit pas possible, faute de temps, d'envoyer un nouveau questionnaire aux gouvernements.

38. Plusieurs orateurs ont estimé que le rapport devrait attacher plus d'importance aux questions concernant l'égalité. Le Rapporteur spécial a rappelé que, outre le chapitre III relatif aux raisons pour lesquelles une discrimination apparaît dans l'administration de la justice, outre les paragraphes 328 à 410 concernant les méthodes adoptées pour combattre la discrimination fondée sur les motifs particuliers condamnés par l'article 2 de la Déclaration universelle, les paragraphes 186 à 327 ont été consacrés aux points ci-après relatifs à la prévention de la discrimination pour quelque motif que ce soit : les sources de droit pertinentes, le rôle des tribunaux, les recours devant les juridictions supérieures, le rôle du barreau, du Procureur général, de l'Ombudsman, du Ministerio Publico, et d'autres institutions gouvernementales. Il a ajouté que l'on pourrait inclure, dans le chapitre V, une recommandation concernant le renforcement des dispositions constitutionnelles et des mesures législatives visant à éviter toute discrimination fondée sur les motifs mentionnés à l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

39. Si l'on désire continuer à mettre l'accent nécessaire sur l'égalité, a poursuivi le Rapporteur spécial, il ne faudrait pas trop développer le chapitre II qui concerne la définition d'une procédure équitable, qu'il y ait ou non discrimination au sujet d'un aspect particulier de cette procédure. Il serait cependant possible d'améliorer un peu la rédaction du paragraphe 85 afin d'éviter, comme on l'a demandé au sein de la Sous-Commission, de traiter en bloc les procédures des tribunaux administratifs, qui varient beaucoup.

40. On a souligné pendant la discussion que, même si le droit d'être entendu par un juge compétent est appliqué, il peut encore y avoir discrimination lorsque l'un des magistrats ou l'une des chambres d'une cour peuvent légalement être désignés par le Ministre de la justice ou le Président du tribunal pour connaître d'une affaire particulière; le Rapporteur spécial s'est engagé à tenir compte de cette observation dans la version définitive de son rapport.

41. On s'est demandé si une discrimination quelconque est impliquée dans la note 6 relative au paragraphe 100 du projet de rapport, qui attire l'attention sur certaines qualités subjectives d'ordre personnel qui interviennent dans de nombreux pays, pour la nomination des juges. Le Rapporteur spécial a rappelé que cela ne signifiait pas, comme il l'avait précisé dans la note, qu'il y eût discrimination dans l'un quelconque de ces pays, mais que des critères discriminatoires peuvent jouer lors de l'application de ces éléments subjectifs.

42. L'idée a été exprimée que la définition du communisme aux fins de la loi sur la répression du communisme dans la République sud-africaine, définition qui figure dans la note 32 du paragraphe 134, était superflue. Le Rapporteur spécial a expliqué que cette définition, plutôt vague, a été incluse afin de montrer que la discrimination dont il est question aux paragraphes 132-134 du projet de rapport est pire encore qu'elle ne le paraît à première vue.

43. L'idée a été aussi exprimée que la politique d'oppression coloniale aboutit nécessairement à une inégalité ou à une violation des droits et que l'atteinte d'une pleine égalité devant les tribunaux dépend de l'abolition des effets de l'oppression colonialiste et impérialiste, de même que de la structure sociale et politique de la société.

44. On a également souligné l'opportunité de prêter une attention particulière, dans le rapport, à l'analyse comparative des lois pertinentes des divers Etats.

45. Les autres questions dont a traité la Sous-Commission ont été : celle de savoir si l'existence dans divers pays de tribunaux religieux constitue une discrimination et celle de savoir s'il est possible d'éviter qu'une discrimination ne découle de l'obligation du dépôt d'un cautionnement pécuniaire pour obtenir la mise en liberté provisoire avant ou pendant un procès. Plusieurs membres ont appelé l'attention de la Sous-Commission sur les progrès réalisés dans leurs pays respectifs dans les domaines que vise le rapport, et le Rapporteur spécial en a pris note.

46. Le Rapporteur spécial a annoncé que le chapitre V de son étude, consacré aux conclusions et aux recommandations, contiendrait notamment des recommandations sur les mesures à prendre pour que des progrès soient réalisés vers l'avènement d'une justice sans entraves, préconisée au sein de la Sous-Commission et en bien d'autres lieux. Maintes observations faites pendant la discussion ont donné au Rapporteur spécial des idées nouvelles pour ce chapitre et il en tiendra compte en rédigeant la version finale de son rapport.

Adoption d'une résolution

47. A sa 545^{ème} séance, la Sous-Commission a adopté à l'unanimité un projet de résolution présenté par M. Schiller (E/CN.4/Sub.2/L.498).

48. Le texte de la résolution 4(XXI) adoptée à la 545^{ème} séance, le 16 octobre 1968, est le suivant :

Résolution 4 (XXI)

ETUDE SUR L'EGALITE DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant examiné le projet de rapport présenté par M. Mohammed Ahmed Abu Rannat, Rapporteur spécial, sur l'égalité dans l'administration de la justice (E/CN.4/Sub.2/289);

1. Félicite le Rapporteur spécial de son projet de rapport complet et objectif, qui marque un nouveau progrès des travaux de la Sous-Commission dans ce domaine;

2. Prie le Rapporteur spécial de poursuivre sa tâche, en tenant compte de l'échange de vues qui a eu lieu sur ce texte à la vingt et unième session de la Sous-Commission, et d'élaborer et de présenter un rapport, en y joignant ses conclusions et ses recommandations, aux fins d'examen à la vingt-deuxième session de la Sous-Commission.

IV. QUESTION DE L'ESCLAVAGE ET DE LA TRAITE DES ESCLAVES
DANS TOUTES LEURS PRATIQUES ET MANIFESTATIONS
Y COMPRIS LES PRATIQUES ESCLAVAGISTES
DE L'APARTHEID ET DU COLONIALISME

Point 5 de l'ordre du jour

49. A ses 551ème, 552ème et 553ème séances, la Sous-Commission a examiné le point 5 de son ordre du jour, intitulé "Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme".

50. Au sujet de ce point, la Commission était saisie des documents suivants : i) le Rapport sur l'esclavage (E/4168/Rev.1)^{1/} établi par M. Mohamed Awad, Rapporteur spécial sur l'esclavage, en application des résolutions 960 (XXXVI) et 1077 (XXXIX) du Conseil économique et social, en date du 12 juillet 1963 et du 28 juillet 1965 respectivement; et ii) une note du Secrétaire général (E/CN.4/Sub.2/290 et Add.1 et 2) concernant
a) les mesures pertinentes prises par la Commission des droits de l'homme à sa trente-quatrième session et par le Conseil économique et social à sa quarante-quatrième session; b) les mesures prises par le Comité administratif de coordination (CAC) comme suite au paragraphe 3 du dispositif de la résolution 4 B (XX) de la Sous-Commission; c) les nouveaux renseignements reçus par le Secrétaire général en réponse au questionnaire sur l'esclavage; d) l'application de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage; et e) l'application du paragraphe 3 du dispositif de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil économique et social concernant les listes d'experts dans les disciplines économiques, sociologiques, juridiques et les autres disciplines pertinentes, dont les Etats soucieux de mettre fin à l'esclavage et à la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme, pourraient demander les avis.

51. La Sous-Commission a de nouveau été unanime à condamner l'esclavage et la traite des esclaves, qui ont été définis comme des atteintes à la liberté humaine et considérés comme des violations non seulement de l'article 4, mais aussi des articles 1, 2 et 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. On a souligné que les esclaves,

^{1/} Publication des Nations Unies, No de vente : 67.XIV.2.

outre qu'ils sont de simples objets de propriété, sont exclus de la vie sociale de la communauté au sein de laquelle ils vivent et sont également une source de main-d'oeuvre à bon marché. Ils continuent d'avoir une situation économique et sociale inférieure, même après leur émancipation. Le problème n'est donc pas seulement juridique, mais aussi social et économique. L'esclave ne peut s'aider lui-même; il a besoin d'une assistance. Une action s'impose donc de la part des organismes internationaux, à la fois parce que le problème est de nature internationale, notamment du fait que les esclaves sont fréquemment transportés d'un pays à l'autre et parce que la solution de cette question exige des démarches de nature diplomatique. On a affirmé qu'il serait probablement inefficace de condamner les Etats sur le territoire desquels l'esclavage et la traite des esclaves sont pratiqués et qu'il fallait au contraire insister sur les aspects économiques et sociaux du problème et sur la possibilité de le résoudre au moyen d'une assistance technique du type de celle que le Secrétaire général a décrite dans sa note E/CN.4/Sub.2/290, plutôt que par des mesures politiques. On a soutenu que c'était au moment où un mécanisme international approprié avait fonctionné de façon permanente que les plus grands progrès avaient été accomplis dans la lutte contre l'esclavage et la traite des esclaves. Plusieurs orateurs ont insisté sur l'échec relatif des efforts internationaux déployés dans ce domaine depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, et ce malgré l'adoption de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage; néanmoins, on a exprimé quelque espoir que des progrès seraient réalisés, compte tenu des travaux accomplis par la Sous-Commission à sa vingtième session et de la résolution 1330 (XLIV) que le Conseil a adoptée à la suite de ces travaux, et eu égard également aux dispositions prises par le Comité administratif de coordination, pour que l'ONU, l'OIT, l'UNESCO et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) coopèrent entre elles à l'occasion des efforts qu'elles déploient pour créer des conditions dans lesquelles la servitude serait enfin éliminée. On a souligné combien il serait important que les Nations Unies réalisent de nouveaux progrès dans ce domaine en 1968, qui est l'Année internationale des droits de l'homme.

52. On a reconnu que l'existence de l'esclavage et de la traite des esclaves avait été démontrée de façon définitive dans le Rapport sur l'esclavage et que, dans la nouvelle étude envisagée aux paragraphes 1 et 2 du dispositif de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil économique et social, il fallait examiner les moyens

qui permettraient de supprimer ces fléaux. Au paragraphe 2 du dispositif de cette résolution, le Conseil demande que l'on entreprenne une étude des possibilités d'une action de police internationale pour arrêter et réprimer le transport des personnes en danger d'être réduites en esclavage compte tenu, le cas échéant, des opinions des organisations internationales compétentes; à cet égard, on a fait valoir qu'une action de police internationale ne devait pas nécessairement être limitée aux activités que pourrait entreprendre l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol). Divers orateurs ont mentionné d'autres sujets qui pourraient faire l'objet de recherches, soit en relation avec l'étude demandée au paragraphe 1 du dispositif de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil, soit dans le cadre même de cette étude; ces points étaient les suivants : i) l'étude doit être de nature universelle, même s'il faut reconnaître que la situation dans certains pays exige d'être examinée séparément; ii) il ne suffit pas d'adopter une législation et d'assurer sa mise en oeuvre effective et son application sur le plan administratif, mais il faut également prendre des mesures dans le domaine de l'éducation, afin de changer l'attitude du public en ce qui concerne l'esclavage; iii) on pourrait demander au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) d'intervenir dans ce domaine, compte tenu des problèmes économiques que pose l'arrivée des esclaves affranchis sur le marché du travail; iv) on pourrait, dans une certaine mesure, faire dépendre l'aide économique internationale accordée à certains pays des efforts nouveaux qu'ils déploient pour mettre fin à l'esclavage et à la traite des esclaves; v) il conviendrait d'accorder une attention particulière à l'éducation et à l'emploi des esclaves jeunes, qui sont mieux à même de se faire une place dans la société après leur émancipation que les anciens esclaves plus âgés; vi) il conviendrait de renforcer la coopération dans ce domaine entre les Nations Unies et les organisations régionales, plus particulièrement la Ligue des Etats arabes, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'Organisation des Etats américains (OEA); vii) on devrait convoquer une réunion d'experts de pays où l'on pense qu'il existe une survivance de pratiques esclavagistes, ou un cycle d'étude sur l'esclavage, organisé sous l'égide du Programme de services consultatifs des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme; viii) on devrait créer un mécanisme permanent chargé d'assurer l'application de la Convention supplémentaire; ix) il faudrait adopter un nouvel instrument international visant à garantir qu'aucune personne ne peut naître esclave, et x) les mêmes remèdes ne sont pas nécessairement applicables en ce qui concerne l'esclavage, la traite des esclaves et les autres institutions et pratiques dont il est question dans la Convention supplémentaire de 1956.

53. La plupart des membres ont regretté que le Conseil économique et social ait, au paragraphe 1 du dispositif de sa résolution 1330 (XLIV), autorisé la Sous-Commission à étudier les mesures qui pourraient être prises pour appliquer, non seulement la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage et la Convention supplémentaire de 1956, mais aussi les diverses recommandations contenues dans les résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme, relatives aux pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme. On a fait valoir que le fait de traiter de l'esclavage, de l'apartheid et du colonialisme dans la même étude nuirait au progrès de la lutte menée contre ces trois pratiques ou institutions. On a estimé en particulier que, dans une telle étude globale, la question de l'esclavage ne recevrait pas l'attention qu'elle mérite. Les questions de l'apartheid et du colonialisme sont déjà examinées dans divers autres contextes, et par des organismes spéciaux des Nations Unies. On a souligné que l'apartheid touche un nombre de personnes beaucoup plus grand et pose un problème autrement plus grave que l'esclavage. En outre, l'apartheid est prôné et pratiqué par certains gouvernements, et le problème consiste à obliger ces gouvernements à modifier leur politique; en revanche, aucun gouvernement n'approuve l'esclavage et le problème consiste à aider certains Etats à l'éliminer sur leur territoire. Quant au colonialisme, il s'agit d'un phénomène en voie de disparition. En revanche, on a rappelé que, dans sa résolution 13 (XXIII), la Commission des droits de l'homme a prié la Sous-Commission de procéder régulièrement à l'examen de la question de l'esclavage sous toutes ses formes, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme. Ces diverses atteintes aux droits de l'homme sont étroitement liées et, dans ce cas, l'intention n'est pas d'examiner l'apartheid et le colonialisme d'une façon générale, mais seulement les aspects de ces deux fléaux qui ont des rapports avec la question de l'esclavage et de la traite des esclaves. On a suggéré, en particulier, qu'il fallait étudier les aspects de l'apartheid qui ressemblent à l'esclavage, notamment les lois relatives aux maîtres et serviteurs actuellement en vigueur en Rhodésie du Sud, en Namibia (Sud-Ouest africain) et en Afrique du Sud, et dont il est fait état au paragraphe 6 du dispositif de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil.

Adoption d'une résolution

54. A la 552ème séance, M. Calvocoressi a présenté un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.507); après un débat, il en a présenté un texte révisé (E/CN.4/Sub.2/L.507/Rev.1) à la 553ème séance. Ce dernier projet de résolution était libellé comme suit :

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant les résolutions 1126 (XLI) du 26 juillet 1966, 1232 (XLII) du 6 juin 1967 et 1330 (XLIV) et 1331 (XLIV) du 31 mai 1968 du Conseil économique et social,

Rappelant aussi sa propre résolution 4 (XX) du 10 octobre 1967,

Notant l'autorisation donnée à la Sous-Commission, au paragraphe 1 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil,

Notant en outre le paragraphe 3 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil,

Consciente que, outre les gouvernements des Etats Membres, les institutions spécialisées intéressées, les organisations intergouvernementales régionales et les organisations non gouvernementales compétentes peuvent être en mesure de présenter des listes d'experts, conformément à la demande du Conseil,

1. Prie le Secrétaire général de présenter à la Sous-Commission, lors de sa vingt-deuxième session, le nom et le curriculum vitae des experts proposés par les gouvernements d'Etats Membres, les institutions spécialisées intéressées et les organisations intergouvernementales régionales, ainsi que par les organisations non gouvernementales compétentes dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en vue de l'établissement de la liste prévue au paragraphe 3 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil;

2. Prie Le Secrétaire général d'inviter les organisations intergouvernementales régionales intéressées et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social à présenter, assez tôt pour que la Sous-Commission les examine à sa vingt-deuxième session, leurs observations et suggestions sur les possibilités d'une action de police internationale pour arrêter et réprimer le transport de personnes en danger d'être réduites en esclavage;

3. Prie la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de résolution ci-après, afin d'aider la Sous-Commission à s'acquitter de ses tâches :

"La Commission des droits de l'homme,

Ayant pris note de la résolution ... (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

Le Conseil économique et social,

Notant la résolution ... (XXV) de la Commission des droits de l'homme,

1. Autorise la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à désigner, parmi ses membres, un Rapporteur spécial chargé d'effectuer une étude conformément aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil;
2. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial et à la Sous-Commission;
3. Invite les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales régionales et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil à apporter leur concours à l'étude que doit entreprendre la Sous-Commission. '".

55. A la 553ème séance également, M. Nath Pai a présenté des amendements (E/CN.4/Sub.2/L.509) au projet de résolution de M. Calvocoressi, qui étaient ainsi libellés :

"1. Ajouter, entre les paragraphes 2 et 3 du dispositif du projet de résolution de la Sous-Commission, le nouveau paragraphe 3 ci-après :

- '3. Désigne, sous réserve de l'approbation de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social,

M
comme Rapporteur spécial chargé d'effectuer une étude conformément aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil;'

2. Renommer le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution de la Sous-Commission et en faire le paragraphe 4.

3. Modifier le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution soumis, pour adoption, au Conseil économique et social pour qu'il se lise comme suit :

- '1. Confirme la désignation, par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, d'un de ses membres comme Rapporteur spécial chargé d'effectuer une étude conformément aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil; '".

56. Bien qu'il fût reconnu qu'un Rapporteur spécial, désigné à titre provisoire pendant cette session, ne serait peut-être pas réélu membre de la Sous-Commission par la Commission des droits de l'homme en 1969, on a fait observer que, étant donné l'urgence de la question, il y aurait avantage à faire cette désignation provisoire.

57. Le représentant du Secrétaire général a fait, à la 552ème séance, une déclaration sur les incidences financières du projet de résolution et des amendements y relatifs.

58. Les amendements et le projet de résolution ont été mis aux voix à la 553ème séance. Le premier amendement de M. Nath Pai a été adopté par 10 voix contre zéro, avec 6 abstentions. Le deuxième a été adopté par voie de conséquence. Le troisième amendement a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 5 abstentions. Le projet de résolution de M. Calvocoressi, ainsi modifié, a été adopté à l'unanimité.

59. Le texte de la résolution 7 (XXI), tel qu'il a été adopté par la Sous-Commission à sa 553ème séance, le 22 octobre 1968, est libellé comme suit :

Résolution 7 (XXI)^{2/}

QUESTION DE L'ESCLAVAGE ET DE LA TRAITE DES ESCLAVES DANS TOUTES
LEURS PRATIQUES ET MANIFESTATIONS, Y COMPRIS LES PRATIQUES
ESCLAVAGISTES DE L'APARTHEID ET DU COLONIALISME

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant les résolutions 1126 (XLI) du 26 juillet 1966, 1232 (XLII) du 6 juin 1967 et 1330 (XLIV) et 1331 (XLIV) du 31 mai 1968 du Conseil économique et social,

Rappelant aussi sa propre résolution 4 (XX) du 10 octobre 1967,

Notant l'autorisation donnée à la Sous-Commission, aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil,

Notant en outre le paragraphe 3 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil,

Consciente que, outre les gouvernements des Etats Membres, les institutions spécialisées intéressées, les organisations intergouvernementales régionales et les organisations non gouvernementales compétentes peuvent être en mesure de présenter des listes d'experts, conformément à la demande du Conseil,

1. Prie le Secrétaire général de présenter à la Sous-Commission, lors de sa vingt-deuxième session, le nom et le curriculum vitae des experts proposés par les gouvernements d'Etats Membres, les institutions spécialisées intéressées et les organisations intergouvernementales régionales, ainsi que par les organisations non gouvernementales compétentes dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en vue de l'établissement de la liste prévue au paragraphe 3 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil;

2. Prie le Secrétaire général d'inviter les organisations intergouvernementales régionales intéressées et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social à présenter, assez tôt pour que la Sous-Commission les examine à sa vingt-deuxième session, leurs observations et suggestions sur les possibilités d'une action de police internationale pour arrêter et réprimer le transport de personnes en danger d'être réduites en esclavage;

^{2/} Voir chapitre XIII, projet de résolution IV et l'Annexe I.

3. Désigne, sous réserve de l'approbation de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social, M. [nom] comme Rapporteur spécial chargé d'effectuer une étude conformément aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil;

4. Prie la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de résolution ci-après, afin d'aider la Sous-Commission à s'acquitter de ses tâches :

"La Commission des droits de l'homme,

Avant pris note de la résolution 7 (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

Le Conseil économique et social,

Notant la résolution ... (XXV) de la Commission des droits de l'homme,

1. Confirme la désignation, par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, d'un de ses membres comme Rapporteur spécial chargé d'effectuer une étude conformément aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil;

2. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial et à la Sous-Commission;

3. Invite les institutions spécialisées, les organisations inter-gouvernementales régionales et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil, à apporter leur concours à l'étude que doit entreprendre la Sous-Commission."

60. A sa 555ème séance, conformément au paragraphe 3 de sa résolution 7 (XXI) et sous réserve de l'approbation de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social, la Sous-Commission a désigné M. Mohamed Awad comme Rapporteur spécial pour effectuer une étude conformément aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil.

V. QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE SEGREGATION
AINSI QUE LA POLITIQUE D'APARTHEID DANS TOUS LES PAYS,
EN PARTICULIER DANS LES PAYS COLONIAUX ET AUTRES PAYS DEPENDANTS

Point 6 de l'ordre du jour

61. A ses 541ème, 542ème et 543ème séances, la Sous-Commission a examiné le point 6 de son ordre du jour intitulé : "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays coloniaux et autres pays dépendants".
62. La discussion a porté essentiellement sur la question de savoir comment la Sous-Commission devait procéder pour examiner ce point, compte tenu des débats qui ont eu lieu à la Commission des droits de l'homme sur la résolution 3 (XX) de la Sous-Commission.
63. Certains membres ont souligné que la Sous-Commission avait toujours pour tâche de signaler les situations qui révèlent de constantes et systématiques violations des droits de l'homme. Ils ont rappelé que, dans sa résolution 1235 (XLII), le Conseil économique et social a accueilli avec satisfaction la décision de la Commission des droits de l'homme d'examiner chaque année le point de l'ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants", a donné son agrément aux demandes d'assistance adressées à la Sous-Commission et au Secrétaire général, et autorisé la Commission et la Sous-Commission à examiner, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution 8 (XXIII) de la Commission, les renseignements concernant les violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
64. Un membre a fait observer que la Sous-Commission ne devait pas devenir un organe d'établissement des faits. Il a noté l'absence de directives de la part des organes supérieurs et, évoquant la vingt-quatrième session de la Commission des droits de l'homme et la Conférence internationale des droits de l'homme tenue à Téhéran du 22 avril au 13 mai 1968, il a conclu que la seule voie ouverte à la Sous-Commission était d'examiner les décisions et les débats des autres organes des Nations Unies en la matière.

65. Un autre membre a été d'avis que, par principe, en examinant la question des violations des droits de l'homme, la Sous-Commission ne devait pas se borner à passer en revue les mesures prises par les organes des Nations Unies. On a dit que la Sous-Commission, organe composé d'experts, pouvait étudier des cas de violation systématique des droits de l'homme sans avoir à mener d'enquêtes sur le territoire des pays intéressés. Le même membre a mentionné un pays au premier plan de l'actualité qui offrirait l'exemple d'une situation au sujet de laquelle la Sous-Commission pourrait enquêter.

66. Un membre a souligné que, du fait que certains Etats et quelques organisations internationales n'appliquent pas les nombreuses résolutions adoptées par divers organes des Nations Unies et refusent de prendre des sanctions contre les régimes racistes, des millions de personnes habitant dans différentes régions du monde sont encore privées de l'exercice de leurs droits fondamentaux.

67. Bien que tous les membres qui ont pris la parole ~~aient~~ été d'accord pour estimer que la Sous-Commission, à cette session, ne pouvait procéder à une étude approfondie de la question, une discussion a eu lieu sur la forme que devait prendre l'action de la Sous-Commission. Selon certains membres, les situations visées dans la résolution 3(XX) de la Sous-Commission restaient les mêmes et il n'y avait pas de raison d'adopter une autre résolution qui reprendrait les termes de la résolution 3(XX). La plupart des membres ont été d'avis que la Sous-Commission devait faire quelque chose pour montrer qu'elle continuait de se préoccuper de la question de la violation des droits de l'homme.

68. A la 543ème séance, M. Humphrey a présenté un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.501) (voir paragraphe 70 ci-après). A la même séance, M. Abu Rannat a proposé qu'au lieu d'adopter une résolution, la Sous-Commission fasse figurer dans son rapport à la Commission des droits de l'homme le texte suivant (E/CN.4/Sub.2/L.502):

"La Sous-Commission a examiné, conformément à la résolution 1235(XLII) du Conseil économique et social en date du 6 juin 1967, la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants, et a décidé d'appeler l'attention de la Commission des droits de l'homme sur les débats que la Sous-Commission y a consacrés à ses 541ème, 542ème et 543ème séances."

69. A la 543ème séance, M.

Adoption d'une résolution

69. A la 543ème séance, M. Abu Rannat ayant retiré sa proposition, le projet de résolution de M. Humphrey (E/CN.4/Sub.2/L.501) a été mis aux voix et adopté par 14 voix contre zéro, avec 2 abstentions.

70. Le texte de la résolution 3 (XXI), tel qu'il a été adopté à la 543ème séance, le 14 octobre 1968, se lit comme suit :

"RESOLUTION 3 (XXI)

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE SEGREGATION AINSI QUE
LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS
COLONIAUX ET AUTRES PAYS DEPENDANTS

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant la résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social concernant la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants,

Considérant qu'elle a adopté à sa vingtième session la résolution 3 (XX) relative à cette question,

Décide d'appeler l'attention de la Commission des droits de l'homme sur la discussion dont cette question a fait l'objet aux 541ème, 542ème et 543ème séances de la Sous-Commission."

VI. PROCEDURE A ADOPTER POUR L'EXAMEN DES COMMUNICATIONS
RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES
ET A LA PROTECTION DES MINORITES

Point 7 de l'ordre du jour

71. De sa 536^{ème} à sa 541^{ème} séance, la Sous-Commission a examiné le point 7 de son ordre du jour: "Procédure à adopter pour l'examen des communications relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités".
72. La Sous-Commission était saisie du rapport du groupe de travail composé de trois de ses membres créé en vertu de la résolution 10 (XX) de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/L.492). Le groupe de travail précisait dans son rapport qu'il n'avait pas été divisé sur les questions qui y étaient traitées mais qu'il les avait simplement étudiées en vue d'aider la Sous-Commission qui seule, à son avis, avait le droit de prendre une décision en la matière. Le rapport indiquait aussi que le groupe de travail avait estimé que deux possibilités principales étaient à envisager. La première consistait à maintenir la procédure actuelle d'examen des communications. D'après le rapport, un membre du groupe avait exprimé l'avis que cette procédure était satisfaisante et efficace, que l'examen des communications incombait à chacun des membres de la Sous-Commission et que les communications étaient destinées à mettre en lumière des situations dont les membres de la Sous-Commission avaient déjà connaissance. Par conséquent, l'évaluation des communications devait être laissée au jugement personnel des membres de la Sous-Commission.
73. La deuxième possibilité consistait à créer un nouveau mécanisme. A ce propos, le rapport indiquait qu'un membre du groupe avait exprimé l'avis que la procédure existante n'était pas satisfaisante, notamment en ce qui concerne les communications qui semblent révéler des violations constantes et systématiques des droits de l'homme, et qu'une nouvelle procédure devait par conséquent être élaborée. Toutefois, les membres de la Sous-Commission n'avaient pas eu le temps d'examiner convenablement les communications pendant que la Sous-Commission était en session. Il a donc été suggéré que soit créé un petit comité composé de personnes qui ne soient pas nécessairement membres de la Sous-Commission et que ce comité se réunisse entre les sessions de la Sous-Commission pour examiner toutes les communications reçues, en vue de signaler à l'attention de la Sous-Commission celles qui paraissent révéler des violations flagrantes, constantes et systématiques des droits de l'homme. Ce comité n'aurait rien d'un tribunal et ne serait pas

compétent pour décider s'il y a eu effectivement violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ce comité aurait pour fonction d'appeler l'attention de la Sous-Commission sur les communications qui paraissent révéler des violations flagrantes, constantes et systématiques des droits de l'homme, pour permettre l'adoption de mesures supplémentaires. Ces mesures pourraient consister en la création, par la Commission des droits de l'homme ou par le Conseil économique et social, d'un comité ad hoc chargé d'enquêter sur les plaintes et allégations et de faire rapport à leur sujet.

74. Le rapport du groupe de travail indiquait que certaines questions avaient été soulevées au sujet de la procédure envisagée. Selon un des membres, l'adoption de cette procédure risquait d'être incompatible avec le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies et ne pourrait avoir de résultats positifs qu'avec l'assentiment des Etats en cause, lesquels devraient le manifester en reconnaissant expressément la compétence de l'organe des Nations Unies pour s'occuper des communications. On a aussi exprimé l'avis que, tant que le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ne serait pas entré en vigueur, il serait prématuré d'établir une nouvelle procédure d'examen des communications par la Sous-Commission et que, lorsque le Protocole facultatif serait entré en vigueur, les attributions du comité ad hoc envisagé risqueraient d'être en conflit avec celles du Comité des droits de l'homme dont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques prévoit la création. On a encore fait observer que les Etats ne deviendraient peut-être pas tous parties à ces instruments et que la compétence du comité ad hoc pourrait en tout cas être limitée à l'examen des communications qui ne seraient pas de la compétence du Comité des droits de l'homme.

75. Le rapport indiquait aussi que le groupe de travail avait examiné quelle pourrait être la nature d'une réunion privée ayant pour objet l'examen des communications et avait estimé qu'à cette réunion privée ne devraient assister que les membres de la Sous-Commission et les fonctionnaires du Secrétariat qui s'occupent directement des travaux de la Sous-Commission.

76. Divers membres de la Sous-Commission ont félicité le groupe de travail de la manière dont il s'était acquitté de sa tâche. L'avis général a été que le groupe avait agi sagement en ne proposant pas de solutions mais en se borant à signaler les diverses possibilités.

77. Certains membres se sont prononcés pour le maintien de la procédure actuelle d'examen des communications, qui à leur avis était satisfaisante. A leurs yeux, la Sous-Commission n'était pas habilitée à modifier la procédure existante et ni la Charte ni aucun instrument international n'autorisait la Sous-Commission à examiner des plaintes individuelles. Un membre a déclaré que des faits isolés dans un pays donné ne sauraient être interprétés comme violations des droits de l'homme. Il a estimé que la tâche de la Sous-Commission était d'étudier les problèmes d'un caractère plus général concernant la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités. Il a souligné que l'examen des communications individuelles risquait d'amener la Sous-Commission à s'écarter de sa tâche essentielle. Il serait plus approprié que ces plaintes soient examinées par des rapporteurs spéciaux dans le cadre de leurs études. En outre, l'examen de plaintes individuelles n'était pas le moyen le plus important de défendre les droits de l'homme. Sans doute le droit international s'était-il considérablement humanisé au cours des dernières années, mais il ne prévoyait toujours pas l'examen de plaintes émanant d'individus. On a souligné que la Convention européenne des droits de l'homme n'admet pas l'examen obligatoire de telles plaintes et que les statuts et les Conventions de l'Organisation internationale du Travail accordent le droit de déposer une plainte, non aux individus, mais seulement aux organisations reconnues d'employeurs et de travailleurs. On a rappelé aussi qu'au paragraphe 1 du dispositif de la résolution 728 F (XXVIII) le Conseil économique et social a approuvé la déclaration aux termes de laquelle la Commission des droits de l'homme estimait n'être habilitée à prendre aucune mesure au sujet de réclamations relatives aux droits de l'homme.

78. Quelques membres, par contre, se sont déclarés peu satisfaits de la procédure actuellement adoptée pour l'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme. A leur avis la Sous-Commission a clairement reçu pour mandat, aux termes de la résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social, d'examiner les communications qui révélaient un ensemble systématique de violations flagrantes des droits de l'homme. Or, à leur avis, elle ne pourrait le faire avec efficacité que si certaines des procédures indiquées dans le rapport du Groupe de travail étaient adoptées. Bien que reconnaissant l'existence de certains problèmes qui pourront surgir lorsque le Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques entrera en vigueur, ces membres ont estimé qu'il ne fallait pas remettre la décision à plus tard. De plus, tous les Etats Membres ne seraient pas parties au Protocole facultatif.

79. D'autres membres, en revanche, tout en reconnaissant que la procédure actuellement adoptée pour l'examen des communications n'était pas satisfaisante, ont émis des doutes au sujet de certaines des nouvelles procédures indiquées dans le rapport du Groupe de travail. Ils ont jugé difficile de concilier la proposition tendant à ce que la Commission des droits de l'homme nomme un Comité ad hoc et le paragraphe 1 de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil économique et social. Ils ont estimé aussi que l'adoption de la procédure proposée serait incompatible avec l'Article 2 (7) de la Charte ainsi qu'avec le caractère, reconnu comme facultatif, des obligations découlant de l'adhésion au Protocole facultatif faisant suite au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

80. Quant à la déclaration contenue dans le rapport du Groupe de travail, selon laquelle seuls les membres de la Sous-Commission et les membres du Secrétariat travaillant directement pour la Sous-Commission devraient participer aux réunions privées organisées pour examiner les communications, certains membres ont fait observer qu'aux termes de la Charte, les représentants de tous les gouvernements des Etats membres bénéficiaient d'un statut spécial auprès de tous les organes des Nations Unies, qu'ils ne pouvaient pas être considérés comme faisant partie du public, et qu'en conséquence, il serait inadmissible de les écarter d'une séance privée. D'autres membres ont fait observer qu'il s'agissait, non pas de refuser aux Etats membres le droit de participer à ces réunions, mais uniquement de reconnaître que la Sous-Commission ne pouvait accepter d'avance que tous les Etats membres participent à une séance privée. Il a été entendu que la Sous-Commission aurait toujours la possibilité d'inviter à participer à une séance privée tout Etat membre intéressé à l'examen d'une question particulière.

81. A la 539ème séance, M. Abu Ramat, Mme Asiyo, M. Humphrey et M. Nath Pai ont présenté un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.496) ainsi conçu:

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant le mandat qui lui a été confié aux termes de la résolution 1235 (XIII) du Conseil économique et social et de la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme,

Rappelant également sa propre résolution 3 (XX) et les débats auxquels celle-ci a donné lieu à la vingt-quatrième session de la Commission des droits de l'homme (E/4475, chapitre III, partie C),

Rappelant en outre sa résolution 10 (XX) par laquelle elle a chargé un groupe de travail composé de trois de ses membres d'analyser les possibilités d'adopter une procédure appropriée pour l'examen approfondi des communications et de remettre à la Sous-Commission les conclusions de leur étude,

Notant les vues exprimées dans le rapport du groupe de travail (E/CN.4/Sub.2/L.492),

Considérant que la tâche assignée à la Sous-Commission par le Conseil et la Commission des droits de l'homme comporte notamment l'examen des renseignements concernant les violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales que contiennent les communications dont le Secrétaire général dresse la liste conformément à la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil économique et social,

Considérant que les membres de la Sous-Commission n'ont pas le loisir d'examiner comme il sied les communications pendant que la Sous-Commission est en session afin de décider, conformément aux instructions du Conseil et de la Commission, quelles sont les communications d'où semble ressortir l'existence d'un ensemble systématique de violations flagrantes des droits de l'homme,

Convaincue que, pour qu'elle puisse s'acquitter des tâches qui lui sont assignées, il importe que les communications soient minutieusement étudiées par un groupe d'experts avant toute session de la Sous-Commission,

Tenant compte des diverses décisions et procédures adoptées par la Commission des droits de l'homme à sa vingt-quatrième session pour l'examen des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par exemple la politique d'apartheid pratiquée dans la République sud-africaine ainsi que la discrimination raciale en Rhodésie du Sud.

Soumet le projet de résolution ci-après à la Commission des droits de l'homme aux fins d'adoption:

La Commission des droits de l'homme,

Ayant examiné la résolution (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Recommande au Conseil économique et social d'adopter le texte du projet de résolution ci-après:

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution (XXV) de la Commission des droits de l'homme et de la résolution ... (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

1. Autorise la Commission des droits de l'homme à désigner un groupe de travail composé de cinq experts, lesquels ne seront pas nécessairement membres de la Sous-Commission, qui se réunira deux fois par an, entre les sessions de la Sous-Commission, afin d'examiner toutes les communications, y compris les réponses des gouvernements y relatives que recevra le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil, en vue d'appeler l'attention de la Sous-Commission sur celles d'entre ces communications assorties le cas échéant des réponses des gouvernements d'où semblerait ressortir l'existence d'un ensemble systématique de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

2. Prie le Secrétaire général:

- a) de fournir chaque mois aux membres du groupe de travail la liste des communications par lui établie conformément à la résolution 728F(XXVIII) du Conseil et contenant un résumé des communications, plutôt que le bref aperçu de leur teneur mentionné dans la résolution du Conseil, ainsi que le texte de toutes réponses émanant des gouvernements;
- b) de mettre à la disposition des membres du groupe de travail lors de leurs réunions les originaux des documents figurant sur la liste dont ils pourraient demander communication, compte dûment tenu des dispositions de l'alinéa 2 b) de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil concernant la divulgation de l'identité des auteurs des communications;
- c) de distribuer aux membres de la Sous-Commission dans les langues de travail les originaux de celles des communications visées à l'alinéa qui précède, qui seront renvoyées à la Sous-Commission par le Groupe de travail;

3. Prie la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'examiner les communications et toutes réponses des gouvernements y afférentes, à l'effet de déterminer s'il convient de saisir la Commission des droits de l'homme d'une situation particulière qui semble révéler l'existence d'un ensemble systématique de violations flagrantes des droits de l'homme exigeant l'attention de la Commission;

4. Prie la Commission des droits de l'homme, après qu'elle aura examiné toute situation qui lui aura été signalée par la Sous-Commission, de déterminer:

- a) si cette situation requiert un examen approfondi de la part de la Commission ainsi qu'un rapport assorti d'une recommandation au Conseil, conformément au paragraphe 3 de la résolution 1235 (XLII) du Conseil,
- b) si elle peut faire l'objet d'une enquête de la part d'un comité spécial que désignerait le Conseil après avoir obtenu l'agrément de l'Etat intéressé concernant l'exécution de ladite enquête, pourvu que ladite situation ne touche pas une question qui serait à ce moment-là en cours d'examen en vertu d'autres procédures prescrites dans les actes constitutifs des Nations Unies et des institutions spécialisées, ou de conventions par elles adoptées, et à moins que l'Etat intéressé ne souhaite avoir recours à d'autres procédures conformément à des accords internationaux d'ordre général ou particulier auxquels il serait partie;

5. Décide que si le Conseil désigne un comité spécial chargé d'effectuer une enquête avec l'agrément de l'Etat intéressé:

- a) la composition de ce comité sera déterminée par le Conseil;
- b) le comité usera des modalités de procédure qu'il jugera appropriées, étant habilité à recevoir des communications et à entendre des témoins selon qu'il sera nécessaire;
- c) les travaux du comité se dérouleront en séance privée et toutes les communications demeureront confidentielles;
- d) le comité fera rapport au Conseil en formulant les observations et suggestions qu'il lui paraîtra bon de faire;

6. Décide que, si l'Etat intéressé à l'enquête ne donne pas son agrément, le Conseil décidera des mesures ultérieures qu'il y aurait alors lieu de prendre;

7. Décide d'autoriser le Secrétaire général à affecter le personnel et à fournir toutes les facilités et tous les arrangements qui pourraient être nécessaires pour donner effet à la présente résolution;

8. Décide de procéder en 1972 à un examen de la manière dont la présente résolution aura été mise en oeuvre".

82. M. Abu Rannat a indiqué, en présentant le projet de résolution au nom des auteurs, que ces derniers proposaient de modifier le libellé du point de l'ordre du jour comme suit: "Procédure à adopter pour l'examen des communications relatives aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales". Des membres ont fait valoir que la modification de libellé d'un point de l'ordre du jour avait déjà été rejetée au cours d'une séance précédente, mais que rien ne s'opposait à ce que l'amendement proposé par M. Abu Rannat fût repris dans le titre du projet de résolution dont était saisie la Sous-Commission.

83. Plusieurs membres ont présenté des observations au sujet du projet de résolution. Certains ont été d'avis que ce projet de résolution, sous sa forme actuelle, allait au-delà du mandat que le Conseil économique et social avait confié à la Sous-Commission par sa résolution 1235 (XLII). Selon eux, le projet de résolution comportait deux parties distinctes, la première allant jusqu'au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution dont l'adoption était recommandée au Conseil économique et social, la deuxième comprenant les paragraphes 4 à 8 de ce dispositif. En ce qui concerne la première partie tendant à la désignation d'un groupe de travail qui se réunirait entre les sessions de la Sous-Commission, il a été estimé que la Sous-Commission n'avait pas besoin, en la matière, de l'approbation de la Commission des droits de l'homme, sauf en cas d'incidences financières. Mais la question a été soulevée de savoir si la Sous-Commission devait envisager cette désignation en ce moment, étant donné que le mandat de ses membres expirait à la fin de 1968. L'avis a aussi été exprimé que les experts dont la désignation était envisagée devraient être membres de la Sous-Commission.

84. Au sujet des paragraphes 4 à 8 du dispositif du projet de résolution soumis au Conseil économique et social pour adoption, il a été estimé que les propositions figurant dans ces paragraphes allaient au-delà du mandat confié à la Sous-Commission par la résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social. Certains membres ont émis l'opinion que les paragraphes en question pourraient, de façon plus appropriée, être présentés sous la forme d'avis à soumettre à la Commission des droits de l'homme et non sous la forme d'un projet de résolution.

85. Par contre, il a été rappelé que la Sous-Commission avait pour règle habituelle de soumettre des projets de résolutions à l'examen de ses organes supérieurs et que des raisons techniques militaient en faveur d'une telle procédure.

86. A la 539ème séance, M. Zeltner a proposé un amendement oral au projet de résolution tendant à insérer comme premier paragraphe dans le dispositif de la résolution de la Sous-Commission elle-même le texte suivant:

"Décide, en attendant que la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social se soient prononcés sur les recommandations énoncées ci-après, de nommer un comité composé de trois de ses membres, qui aura pour tâche de faire, avant la prochaine réunion annuelle de la Sous-Commission, un tri parmi les communications relatives aux violations des droits de l'homme. Si un membre du Groupe de travail estime que des communications révèlent l'existence d'un ensemble systématique de violations flagrantes des droits de l'homme, le groupe les signalera à la Sous-Commission qui décidera s'il y a lieu d'appeler l'attention de la Commission des droits de l'homme sur les situations divulguées par ces communications."

Cet amendement a été accepté par les auteurs du projet de résolution.

87. A cette même séance, un membre a proposé d'insérer au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution dont l'adoption est recommandée au Conseil économique et social, après le mot "désigner", les mots suivants: "jusqu'à ce que le Comité prévu par le Pacte international sur les droits civils et politiques, soit constitué et que le Protocole facultatif s'y rapportant entre en vigueur.

88. Certains membres ont réitéré les vues mentionnées au paragraphe 77 ci-dessus et se sont déclarés satisfaits de la procédure existante qui, selon eux, était conforme à la Charte, au principe de la souveraineté des Etats et aux règles du droit international. Ils étaient opposés à l'adoption d'un projet de résolution ou d'une recommandation en la matière, et estimaient que l'amendement accepté par les auteurs du projet de résolution soulevait des problèmes juridiques et autres, y compris des problèmes concernant la composition actuelle et future de la Sous-Commission.

89. Compte tenu de ces échanges de vues, les auteurs du projet de résolution ont soumis un texte révisé (E/CN.4/Sub.2/L.496/Rev.1) à la 540ème séance. A cette même séance, M. Ferrari-Brave a présenté un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.497) ainsi conçu:

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant le mandat qui lui a été confié aux termes de la résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social et de la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme,

Rappelant également sa propre résolution 3 (XX) et les débats auxquels celle-ci a donné lieu à la vingt-quatrième session de la Commission des droits de l'homme (E/4475, chapitre III, partie C),

Rappelant en outre sa résolution 10 (XX) par laquelle elle a chargé un groupe de travail composé de trois de ses membres d'analyser les possibilités d'adopter une procédure appropriée pour l'examen approfondi des communications et de remettre à la Sous-Commission les conclusions de leur étude,

Notant les vues exprimées dans le rapport du Groupe de travail (E/CN.4/Sub.2/L.492),

Considérant que la tâche assignée à la Sous-Commission par le Conseil et la Commission des droits de l'homme, comporte notamment l'examen des renseignements concernant les violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales que contiennent les communications dont le Secrétaire général dresse la liste, conformément à la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil économique et social,

Considérant que la courte durée des sessions de la Sous-Commission empêche matériellement les Membres de celle-ci d'examiner comme il conviendrait tous les éléments afférents aux communications en vue de déterminer s'il y en a qui révèlent des indices probants de violations constantes et systématiques des droits de l'homme,

Considérant que, pour s'acquitter de cette tâche qui lui a été confiée par la Commission des droits de l'homme ainsi que par le Conseil économique et social, la Sous-Commission doit nécessairement établir un mécanisme de filtrage et de coordination de ces éléments,

Ayant examiné le point 7 de son ordre du jour,

1. Décide de créer un Groupe de travail composé de trois de ses membres, dont le mandat serait à renouveler chaque année, et qui serait chargé:
 - a) de se réunir deux semaines avant le commencement de la session de la Sous-Commission, afin d'examiner les communications parvenues, de les sélectionner et les coordonner selon l'importance qu'elles révèlent du point de vue de la dénonciation de violations constantes et systématiques des droits de l'homme;
 - b) de faire rapport à la Sous-Commission sur les communications examinées;
2. Exprime l'avis que l'examen fait par le Groupe de travail n'empêchera nullement la Sous-Commission ou chacun de ses membres de demander, lors de la session annuelle, que l'on examine aussi des communications que le Groupe de travail n'aurait pas jugées importantes;
3. Invite la Commission des droits de l'homme à demander au Secrétaire général:
 - a) de fournir chaque mois aux membres du Groupe de travail la liste des communications par lui établies conformément à la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil et contenant un résumé des communications, plutôt que le bref aperçu de leur teneur mentionné dans la résolution du Conseil, ainsi que le texte de toutes réponses émanant des gouvernements,

- b) de mettre à la disposition des membres du Groupe de travail lors de leurs réunions les originaux des documents figurant sur la liste dont ils pourraient demander communication, compte dûment tenu des dispositions de l'alinéa 2 b) de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil concernant la divulgation de l'identité des auteurs des communications,
- c) de distribuer aux membres de la Sous-Commission dans les langues de travail les originaux de celles des communications visées à l'alinéa qui précède qui seront renvoyées à la Sous-Commission par le Groupe de travail;

4. Frie la Commission des droits de l'homme d'examiner, de toute urgence, compte tenu des opinions exprimées et des propositions faites au cours des travaux de la Sous-Commission, la question de la suite à donner aux conclusions des celle-ci concernant les communications individuelles,

5. Exprime l'avis qu'aux fins de l'examen prévu à l'alinéa qui précède, il serait opportun que la Commission se laisse guider par les critères suivants:

un 1) lorsque la Sous-Commission attire l'attention de la Commission sur une communication ainsi que sur les réponses du gouvernement intéressé y afférentes, la Commission devrait décider:

a) si cette situation requiert un examen approfondi de la part de la Commission ainsi qu'un rapport assorti d'une recommandation au Conseil, conformément au paragraphe 3 de la résolution 1235 (XLII) de celui-ci,

b) ou bien, si elle peut faire l'objet d'une enquête de la part d'un comité spécial que désignerait le Conseil après avoir obtenu l'agrément de l'Etat intéressé concernant l'exécution de ladite enquête, pourvu que ladite situation ne touche pas une question qui serait à ce moment-là en cours d'examen en vertu d'autres procédures prescrites dans les actes constitutifs des Nations Unies et des institutions spécialisées, ou de conventions par elles adoptées, et à moins que l'Etat intéressé ne souhaite avoir recours à d'autres procédures conformément à des accords internationaux d'ordre général ou particulier auxquels il serait partie;

2) dans le cas prévu au point 1 b) du présent alinéa le Conseil devrait déterminer la composition du Comité spécial, ainsi que la procédure que celui-ci devra observer;

3) si l'Etat intéressé à l'enquête ne donne pas son agrément, le Conseil devrait décider des mesures ultérieures qu'il y aurait alors lieu de prendre;

6. Frie la Commission des droits de l'homme de demander au Secrétaire général de fournir tous les moyens appropriés pour la mise en oeuvre de la présente résolution;

7. Invite la Commission des droits de l'homme à désigner, à l'occasion du renouvellement du mandat des membres de la Sous-Commission, les trois membres de celle-ci qui devront former, jusqu'à la session de 1969 de la Sous-Commission, le Groupe de travail prévu par la présente résolution."

90. A la 541ème séance, le représentant du Secrétaire général a fait une déclaration sur les incidences financières des projets de résolution.

Adoption d'une résolution

91. A sa 541ème séance, la Sous-Commission a voté sur le projet de résolution présenté par M. Abu Rannat, Mme Asiyó, M. Humphrey et M. Nath Pai (E/CN.4/Sub.2/L.496/Rev.1), tel qu'il a été révisé oralement, et sur les amendements y relatifs de la façon suivante:

a) Le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution dont l'adoption est recommandée au Conseil économique et social a été révisé oralement par les auteurs de façon à être libellé comme suit:

"Autorise la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à désigner un groupe de travail composé de cinq de ses membres au maximum, qui se réunira au moins une fois par an, immédiatement avant les sessions de la Sous-Commission, afin d'examiner toutes les communications, y compris les réponses des gouvernements y relatives, que recevra le Secrétaire général, en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil, en vue d'appeler l'attention de la Sous-Commission sur celles d'entre ces communications, assorties le cas échéant des réponses des gouvernements, d'où semblerait ressortir l'existence d'un ensemble systématique de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales;"

A ce texte, M. Ferguson a proposé oralement un amendement tendant à insérer après les mots "une fois par an" les mots "pour une période n'excédant pas dix jours". Cet amendement a été adopté par 7 voix contre zéro, avec 8 abstentions.

b) La partie du projet de résolution allant jusqu'au programme 3 inclus du dispositif du projet de résolution dont l'adoption était recommandée au Conseil économique et social a été adoptée par 13 voix contre 2, avec une abstention.

c) Le paragraphe 4 du dispositif a été adopté par 10 voix contre 2, avec 4 abstentions.

d) Le paragraphe 5 du dispositif a été adopté par 7 voix contre 2, avec 6 abstentions.

e) Le paragraphe 6 du dispositif a été adopté par 11 voix contre 2, avec 3 abstentions.

f) Le paragraphe 7 du dispositif a été adopté par 11 voix contre 2, avec 3 abstentions.

g) L'ensemble du projet de résolution, sous sa forme amendée, a été adopté par 9 voix contre 2, avec 5 abstentions.

92. Le texte de la résolution 2 (XXI), tel qu'il a été adopté par la Sous-Commission à sa 541ème séance, le 14 octobre 1968, est le suivant:

"Résolution 2 (XXI)^{3/}

PROCEDURE A SUIVRE POUR L'EXAMEN DES COMMUNICATIONS RELATIVES
AUX VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant le mandat qui lui a été confié aux termes de la résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social et de la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme,

Rappelant également sa propre résolution 3 (XX) et les débats auxquels celle-ci a donné lieu à la vingt-quatrième session de la Commission des droits de l'homme (E/4475), chapitre III, partie G),

Rappelant en outre sa résolution 10 (XX) par laquelle elle a chargé un groupe de travail composé de trois de ses membres d'analyser les possibilités d'adopter une procédure appropriée pour l'examen approfondi des communications et de remettre à la Sous-Commission les conclusions de leur étude,

Notant les vues exprimées dans le rapport du groupe de travail (E/CN.4/Sub.2/L.492),

Considérant que la tâche assignée à la Sous-Commission par le Conseil et la Commission des droits de l'homme comporte notamment l'examen des renseignements concernant les violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales que contiennent les communications dont le Secrétaire général dresse la liste conformément à la résolution 728 F (XXVII) du Conseil économique et social,

Considérant que les membres de la Sous-Commission n'ont pas tout le temps nécessaire pour examiner comme il sied les communications pendant que la Sous-Commission est en session afin de décider, conformément aux instructions du Conseil et de la Commission, quelles sont les communications d'où semble ressortir l'existence d'un ensemble systématique de violations flagrantes des droits de l'homme,

Convaincue que, pour qu'elle puisse s'acquitter des tâches qui lui sont assignées, il importe que les communications soient minutieusement étudiées par un groupe d'experts avant toute session de la Sous-Commission,

Tenant compte des diverses décisions et procédures adoptées par la Commission des droits de l'homme à sa vingt-quatrième session pour l'examen des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par exemple de la politique d'apartheid pratiquée dans la République sud-africaine ainsi que la discrimination raciale en Rhodésie du Sud.

1. 1. Décide, en attendant que la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social se soient prononcés sur les recommandations énoncées ci-après,

^{3/} Voir chapitre XIII, projet de résolution II et l'annexe II.

de nommer un groupe de travail composé de trois de ses membres, qui aura pour tâche de faire, avant la prochaine réunion annuelle de la Sous-Commission, un tri parmi les communications relatives aux violations des droits de l'homme. Si un membre du groupe de travail estime que des communications révèlent l'existence d'un ensemble systématique de violations flagrantes des droits de l'homme, le groupe les signalera à la Sous-Commission, qui décidera s'il y a lieu d'appeler l'attention de la Commission des droits de l'homme sur les situations divulguées par ces communications;

2. Soumet le projet de résolution ci-après à la Commission des droits de l'homme aux fins d'adoption:

La Commission des droits de l'homme,

Avant examiné la résolution 2 (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution ci-après:

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution ... (XXV) de la Commission des droits de l'homme, et de la résolution 2 (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

1. Autorise la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à désigner un groupe de travail composé de cinq de ses membres au maximum, qui se réunira au moins une fois par an, pendant une période ne dépassant pas dix jours, immédiatement avant les sessions de la Sous-Commission, afin d'examiner toutes les communications, y compris les réponses des gouvernements y relatives, que recevra le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil, en vue d'appeler l'attention de la Sous-Commission sur celles d'entre ces communications assorties le cas échéant des réponses des gouvernements d'où semblerait ressortir l'existence d'un ensemble systématique de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

2. Frie le Secrétaire général:

- a) de fournir chaque mois aux membres du groupe de travail la liste des communications par lui établie conformément à la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil et un bref aperçu de leur teneur, ainsi que le texte de toutes réponses émanant des gouvernements,
- b) de mettre à la disposition des membres du groupe de travail lors de leurs réunions les originaux des documents figurant sur la liste dont ils pourraient demander communication, compte dûment tenu des dispositions de l'alinéa 2 b) de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil concernant la divulgation de l'identité des auteurs de communications,
- c) de distribuer aux membres de la Sous-Commission dans les langues de travail les originaux de celles des communications qui seront renvoyées à la Sous-Commission par le groupe de travail;

3. Prie la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'examiner les communications et toutes réponses des gouvernements y afférentes, à l'effet de déterminer s'il convient de saisir la Commission des droits de l'homme des situations particulières qui semblent révéler l'existence d'un ensemble systématique de violations flagrantes des droits de l'homme exigeant l'attention de la Commission;

4. Prie la Commission des droits de l'homme, après qu'elle aura examiné toute situation qui lui aura été signalée par la Sous-Commission, de déterminer:

- a) si cette situation requiert un examen approfondi de la part de la Commission ainsi qu'un rapport assorti d'une recommandation au Conseil, conformément au paragraphe 3 de la résolution 1235 (XLII) du Conseil,
- b) si elle peut faire l'objet d'une enquête de la part d'un comité spécial que désignerait le Conseil après avoir obtenu l'agrément de l'Etat intéressé concernant l'exécution de ladite enquête, pourvu que ladite situation ne touche pas une question qui serait à ce moment-là en cours d'examen en vertu d'autres procédures prescrites dans les actes constitutifs de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, ou de conventions par elles adoptées, et à moins que l'Etat intéressé ne souhaite avoir recours à d'autres procédures conformément à des accords internationaux d'ordre général ou particulier auxquels il serait partie;

5. Décide que si le Conseil désigne un Comité spécial chargé d'effectuer une enquête avec l'agrément de l'Etat intéressé:

- a) la composition de ce comité sera déterminée par le Conseil,
- b) le comité usera des modalités de procédure qu'il jugera appropriées, étant habilité à recevoir des communications et à entendre des témoins selon qu'il sera nécessaire,
- c) les travaux du comité se dérouleront en séance privée et toutes les communications demeureront confidentielles,
- d) le comité fera rapport à la Commission des droits de l'homme et au Conseil en formulant les observations et suggestions qu'il lui paraîtra bon de faire;

6. Décide que, si l'Etat intéressé à l'enquête ne donne pas son agrément, le Conseil décidera des mesures ultérieures qu'il y aurait alors lieu de prendre;

7. Décide d'autoriser le Secrétaire général à affecter le personnel et à fournir toutes les facilités et prendre tous les arrangements qui pourraient être nécessaires pour donner effet à la présente résolution."

93. Comme il avait été convenu à sa 550ème séance, la Sous-Commission a décidé, à sa 554ème séance, le 22 octobre 1968, sur la proposition du Président, de désigner M. Abu Rannat, M. Martinez Bacz et M. Humphrey pour remplir les fonctions énoncées au paragraphe 1 du dispositif de la résolution 2 (XXI) de la Sous-Commission.

94. A sa 550ème séance, la Sous-Commission a également décidé que, dans le cas où un ou plusieurs des experts susnommés ne continueraient pas à être membres de la Sous-Commission, le Président de la Commission des droits de l'homme serait autorisé à pourvoir, à la vingt-cinquième session de la Commission, les postes devenus vacants.

VII. COMMUNICATIONS CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME

Point 8 de l'ordre du jour

95. La Sous-Commission a examiné en séance privée (542ème séance) le point 8 de son ordre du jour, intitulé "Communications concernant les droits de l'homme". Les membres de la Sous-Commission avaient reçu une liste confidentielle de communications (Sub.2/Communications List No 18/Add.1 et 2, 19, 20), et les réponses des gouvernements. Une liste non confidentielle de communications (E/CN.4/Sub.2/CR.13 a aussi été distribuée).
96. Plusieurs membres se sont vivement inquiétés de la manière dont ils devaient procéder pour examiner les communications. Tout en affirmant que c'était le droit et le devoir de la Sous-Commission d'étudier les communications reçues, ils ont estimé néanmoins que l'examen de ces documents était tout simplement impossible selon la procédure actuelle. Plusieurs membres ont rappelé la procédure que la Sous-Commission a recommandée dans la résolution 2 (XXI), adoptée pendant la session en cours et relative au point 7 de l'ordre du jour (voir paragraphe 92).
97. Après un débat sur la question de savoir si les comptes rendus analytiques de la séance privée devaient être rendus publics, la Sous-Commission, par 9 voix contre une, avec 6 abstentions, a adopté la motion de M. Humphrey tendant à ce que les comptes rendus analytiques de la séance privée soient rendus publics comme à l'accoutumée.

VIII. EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LES DOMAINES
QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET D'UNE ÉTUDE OU D'UNE ENQUÊTE
DE LA PART DE LA SOUS-COMMISSION

Point 9 de l'ordre du jour

98. De sa 533^{ème} à sa 536^{ème} séance, la Sous-Commission a examiné le point 9 de son ordre du jour, intitulé "Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission".

Ce point comprenait les huit subdivisions suivantes:

- a) Discrimination dans l'enseignement
- b) Discrimination en matière d'emploi et de profession
- c) Discrimination en matière de droits politiques
- d) Discrimination dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays
- e) Discrimination contre les personnes nées hors mariage
- f) Élimination de toutes les formes de discrimination raciale
- g) Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse
- h) Rapports périodiques sur les droits de l'homme et rapports sur la liberté de l'information.

99. La Sous-Commission était saisie d'un mémorandum (E/CN.4/Sub.2/291 et Add.1 et 2) du Secrétaire général exposant les faits nouveaux survenus du 15 juin 1967 au 2 octobre 1968 et se rapportant aux questions suivantes: Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, état de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, élimination de toutes les formes de discrimination raciale, élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, rapports de la Sous-Commission, Conférence internationale des droits de l'homme, et Cycle d'étude des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (New Delhi, 27 août au 9 septembre 1968).

100. La Sous-Commission était également saisie d'un mémorandum (E/CN.4/Sub.2/292 et Add.1), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, résumant les activités récentes de l'UNESCO en ce qui concerne la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement. A ce sujet, l'attention a été notamment appelée sur le fait que le Protocole relatif à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement entrera en vigueur le 24 octobre 1968; sur les mesures prises conjointement par l'UNESCO et l'OIT pour

l'examen des rapports périodiques des Etats Membres sur l'application de la Convention et de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement; et sur la réunion, en juin 1968, sous les auspices de l'UNESCO, d'un groupe d'experts chargé d'examiner les méthodes d'enseignement destinées à combattre les préjugés raciaux. Il a été aussi indiqué que les déclarations sur la question raciale publiées en 1950, 1951, 1964 et 1967 paraîtront sous forme de brochures qui seront largement diffusées et que le South African Institute of Race and Race Relations a été autorisé à reproduire les déclarations de 1964 et de 1967 et à en assurer la diffusion dans la République sud-africaine.

101. La Sous-Commission était également saisie d'un mémorandum (E/CN.4/Sub.2/293) du Bureau international du travail concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession. Ce mémorandum renfermait des indications sur un certain nombre de publications du BIT relatives à la question de la discrimination en matière d'emploi et de profession. Il résumait les mesures prises en vue de l'application de la Déclaration concernant la politique d'apartheid dans la République sud-africaine. Il traitait aussi du rapport du Directeur général à la Conférence internationale du Travail, lors de sa cinquante-deuxième session (1968), dont une grande partie était consacrée au problème de la discrimination et de l'égalité des chances. En annexe, le mémorandum reproduisait un extrait de la réponse faite par le Directeur général, le 25 juin 1968, à la discussion de son rapport à la cinquante-deuxième session de la Conférence internationale du Travail.

102. D'autres exposés ont été faits par le représentant de l'OIT (533ème séance) et par celui de l'UNESCO (535ème séance). Une déclaration a également été faite par l'observateur de la Commission internationale de juristes (533ème séance).

103. Au cours des débats, les membres de la Sous-Commission se sont surtout penchés sur les questions suivantes: les renseignements fournis par le BIT et l'UNESCO, la ratification des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, la Conférence internationale sur les droits de l'homme, la renaissance du nazisme dans certaines parties du monde, les rapports et les études de la Sous-Commission dont la Commission des droits de l'homme était saisie et la question des rapports périodiques sur les droits de l'homme.

104. Un certain nombre de membres de la Sous-Commission se sont déclarés satisfaits des renseignements fournis par l'UNESCO et le BIT. On a cependant exprimé l'opinion que bien que les exposés sur les activités de l'UNESCO et de l'OIT fussent d'un grand intérêt, la Sous-Commission aurait été grandement aidée dans l'accomplissement de son

mandat si des renseignements lui avaient également été donnés sur la situation actuelle des différents pays du monde en ce qui concerne la discrimination dans les domaines qui relèvent de l'UNESCO et de l'OIT.

105. En ce qui concerne l'état de certains instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, quelques membres de la Sous-Commission ont exprimé leur déception devant le petit nombre de ratifications ou d'adhésions dont plusieurs de ces instruments ont fait l'objet jusqu'à présent. Ils ont mentionné en particulier les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et ils ont noté avec consternation qu'aucun instrument de ratification ou d'adhésion n'avait été reçu à leur sujet. A leur avis, le retard mis à ratifier des instruments votés par les gouvernements ou à y adhérer n'est pas toujours imputable à la réticence des gouvernements à coopérer plus avant, mais à un certain nombre de raisons diverses. Enfin, ce retard est dû à la situation constitutionnelle existant dans différents pays, ainsi qu'à la complexité du processus législatif. On a également souligné que, dans certains cas, il se peut que les activités des Nations Unies fassent double emploi avec celles de diverses organisations intergouvernementales régionales, de sorte que certains gouvernements parties à des instruments adoptés par une organisation régionale, par exemple la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ont des difficultés à mettre en vigueur et à appliquer certains instruments adoptés par les Nations Unies dans le même domaine. On a aussi émis l'opinion que le Secrétaire général ainsi que les organisations non gouvernementales pourraient agir sur les gouvernements pour qu'ils ratifient non seulement les Pactes relatifs aux droits de l'homme, mais aussi d'autres instruments adoptés dans le domaine des droits de l'homme.

106. A la 553ème séance, l'observateur du Conseil de l'Europe a expliqué que la ratification des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques poserait certains problèmes aux Etats qui sont Parties à la Convention européenne des droits de l'homme, et notamment i) le problème des différences de définition des droits, qui soulève des difficultés particulières pour les Etats qui considèrent que les dispositions d'un traité ratifié par eux peuvent être appliquées directement comme faisant partie de leur législation interne, et ii) la question de savoir si un particulier doit avoir la possibilité, s'il estime que ses droits ont été lésés, de s'adresser à la fois à la Commission européenne des droits de l'homme et au Comité des droits de l'homme de

l'Organisation des Nations Unies (l'article 27 de la Convention européenne et l'article 5 (2) du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques sont l'un et l'autre applicables dans ce cas). Ces problèmes ne sont pas considérés comme insolubles. Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a demandé au Comité d'experts en matière des droits de l'homme de les examiner et de proposer des solutions. Les travaux entrepris sur ce point ont beaucoup progressé. De même, la Cinquième Conférence des Ministres européens de la justice a étudié ces questions en juin 1968. Le Comité des Ministres examinera un premier rapport sur ce sujet avant la fin du mois d'octobre 1968. Au Conseil de l'Europe on s'est généralement accordé à reconnaître que, dans le domaine de la protection des droits de l'homme, l'action de l'Organisation des Nations Unies et celle du Conseil de l'Europe se complèteraient et n'impliqueraient aucune rivalité entre ces deux organismes.

107. En ce qui concerne la Conférence internationale des droits de l'homme tenue à Téhéran du 22 avril au 13 mai 1968, plusieurs membres ont noté avec satisfaction les renseignements fournis dans l'étude du Secrétaire général intitulée "Méthodes employées par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme" (A/CONF.32/6). Ils ont exprimé l'espoir que la Conférence aura servi à promouvoir les droits de l'homme partout dans le monde et à inciter les Etats qui n'ont pas encore ratifié les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à le faire sans retard. Ils ont manifesté leur satisfaction d'apprendre que l'Assemblée générale examinait l'Acte final de la Conférence (A/CONF.32/41).

108. Evoquant la question de la renaissance du nazisme et de l'intolérance raciale dans certaines régions du monde, certains membres ont appelé l'attention sur la résolution 1335(XLIV) du Conseil économique et social, dans laquelle le Conseil recommandait à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution engageant tous les Etats à extirper le nazisme et toutes autres idéologies et pratiques similaires qui constituent non seulement une violation des libertés fondamentales mais aussi une menace à la paix, et d'examiner cette question à sa vingt-quatrième session. Ils ont estimé cependant que les gouvernements ne devraient pas rester passifs devant la menace du nazisme et attendre que l'Assemblée générale ait pris des mesures. A ce propos, un membre a signalé les mesures prises récemment par un pays pour interdire une réunion nazie. Il a aussi appelé l'attention sur la préoccupation que la Conférence internationale des droits de l'homme avait exprimée devant le danger que présentent les activités néo-nazies et racistes.

109. Divers membres ont évoqué la résolution 6 (XX) de la Sous-Commission, dans laquelle celle-ci exprime l'espoir que la Commission des droits de l'homme pourra examiner à sa vingt-quatrième session les rapports de la Sous-Commission sur les travaux de ses dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième sessions ainsi que les études rédigées par trois de ses membres. Ils ont rappelé la résolution 10 (XXIV) de la Commission des

droits de l'homme, dans laquelle celle-ci prend note des rapports de la Sous-Commission sur ses dix-huitième et dix-neuvième sessions, décide de reprendre, à un moment approprié, l'examen des rapports établis par M. Santa-Cruz sur la discrimination en ce qui concerne les droits politiques et par M. Ingles sur la discrimination en ce qui concerne le droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, et décide également d'entreprendre, à un moment approprié, l'examen du rapport de M. V.V. Saario sur la discrimination à l'encontre des personnes nées hors mariage. Ils se sont déclarés déçus de ce que la Commission n'avait pas été en mesure, encore une fois, d'examiner ces rapports. Ils ne pensaient pas, cependant, que le fait de n'avoir pu examiner les rapports et les études signifiait que la Commission ne s'intéressait pas aux travaux de la Sous-Commission. D'ailleurs, les études sont une fin en soi et le fait qu'elles aient été entreprises, achevées et diffusées a une certaine importance. Ils ont noté avec satisfaction que, dans la résolution 8 (XXIV), la Commission a décidé de créer un groupe de travail spécial composé de quinze de ses membres, qui se réunira pendant cinq ou six jours avant la vingt-cinquième session de la Commission pour présenter des propositions détaillées concernant notamment l'adoption de mesures permettant de traiter rapidement les questions accumulées à son ordre du jour. On a, à ce sujet, exprimé l'espoir que le groupe de travail spécial et la Commission elle-même pourront entreprendre rapidement l'examen des rapports et des études établis par la Sous-Commission.

110. Certains membres de la Sous-Commission ont rappelé la résolution 1230 (XLII), adoptée par le Conseil économique et social le 6 juin 1967, concernant les rapports périodiques sur les droits de l'homme. Par cette résolution, le Conseil a décidé que les dispositions de la résolution 16 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme rendent inutile l'étude préliminaire des rapports périodiques par la Sous-Commission, prévue au paragraphe 15 de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social, et il priait la Commission des droits de l'homme de s'acquitter de cette tâche avec l'aide de son Comité spécial des rapports périodiques sur les droits de l'homme. Le Conseil a réaffirmé que la Sous-Commission devait continuer d'avoir accès à la documentation reçue au titre de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil et utiliser cette documentation en relation avec ses travaux sur la lutte contre les mesures discriminatoires et sur la protection des minorités.

111. On a émis l'avis que le fait de retirer à la Sous-Commission l'examen des rapports périodiques tendait à frustrer la Sous-Commission dans sa tâche et à la priver de la

documentation dont elle avait besoin pour examiner les faits nouveaux survenus dans le monde, dans le domaine des droits de l'homme. On a estimé à ce sujet que les membres de la Sous-Commission seraient quelque peu aidés dans leur tâche si le Secrétaire général était prié d'inclure, dans le schéma de rubriques qu'il adresse aux gouvernements pour leur permettre de contribuer aux rapports périodiques, des questions qui intéressent la Sous-Commission, et d'établir pour chaque session de la Sous-Commission un résumé des éléments des rapports périodiques qui se rapportent aux questions qui relèvent du mandat de la Sous-Commission.

Adoption d'une résolution

112. Un projet de résolution concernant l'examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/L.494), présenté conjointement par MM. Humphrey et Schiller, était ainsi libellé:

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant sa résolution 6 (XX),

Ayant reçu le mémorandum présenté par le Secrétaire général sur les faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/291 et Add.1 et Add.2), le mémorandum présenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur ses activités récentes en matière de lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement et dans les relations entre les races (E/CN.4/Sub.2/292), et le mémorandum présenté par le Bureau international du Travail (E/CN.4/Sub.2/293),

Notant la résolution 10 (XXIV) de la Commission des droits de l'homme relative aux rapports et études de la Sous-Commission et à la manière dont elle les examinera,

Notant également la résolution 8 (XXIV) de la Commission des droits de l'homme créant un groupe de travail spécial chargé de présenter des propositions détaillées concernant, entre autres, l'adoption de mesures permettant de traiter rapidement les questions accumulées à l'ordre du jour de la Commission,

Considérant qu'il est fort souhaitable que la Sous-Commission soit informée et documentée de façon satisfaisante, tant sur le plan international que sur le plan national, sur les faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission si celle-ci doit examiner comme il convient lesdits faits nouveaux,

1. Prend note des mémorandums présentés par le Secrétaire général, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Directeur général du Bureau international du Travail;

2. Fait appel aux institutions spécialisées, afin qu'elles fournissent à la Sous-Commission des renseignements plus étoffés et plus approfondis sur leurs activités.

3. Exprime l'espoir que le groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme, et la Commission elle-même, seront en mesure d'examiner sans plus attendre les rapports et les études élaborés par la Sous-Commission;

4. Recommande que la Commission des droits de l'homme prie le Secrétaire général d'inclure dans l'aperçu des rubriques qu'il adresse aux gouvernements, afin qu'ils contribuent aux rapports périodiques, des questions ayant déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission, en tenant compte des opinions exprimées par celle-ci;

5. Recommande que la Commission des droits de l'homme prie le Secrétaire général de préparer, pour chaque session de la Sous-Commission, un résumé des parties des rapports périodiques qui touchent à des questions relevant du mandat de la Sous-Commission;

6. Recommande que la Commission des droits de l'homme continue d'urgence, à la lumière des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, et des décisions et propositions présentées à la Conférence internationale des droits de l'homme, tenue à Téhéran,

a) à étudier la question de l'application universelle des instruments relatifs aux droits de l'homme, et des moyens d'y parvenir, notamment les enquêtes visant à obtenir des Etats des renseignements sur la nature des obstacles, des difficultés ou autres raisons qui les empêchent de devenir parties auxdits instruments, ou qui ont pour effet de différer gravement le processus de ratification ou d'accès,

b) à coordonner les différents instruments et notamment les mesures de mise en oeuvre que ceux-ci renferment,

c) à rechercher la collaboration des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales régionales intéressées et des organisations non gouvernementales compétentes dans les activités mentionnées ci-dessus;

7. Suggère que la Commission des droits de l'homme invite la Sous-Commission à s'attacher particulièrement à l'efficacité des méthodes et de la documentation qui lui sont présentées en ce qui concerne l'étude du point de son ordre du jour relatif à l'examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission."

113. A la 536ème séance, le représentant du Secrétaire général a fait un exposé sur les incidences financières du projet de résolution.

114. Tenant compte des observations formulées par divers membres de la Sous-Commission au sujet du projet de résolution, les auteurs ont présenté un texte révisé (E/CN.4/Sub.2/L.494/Rev.1) dans lequel le paragraphe 6 du dispositif du texte original a été supprimé. Les auteurs du projet de résolution ont accepté de supprimer le paragraphe 6 du texte initial (voir paragraphe 112 ci-dessus) dans leur projet de

résolution révisé, estimant qu'il serait difficile de rédiger pour ce paragraphe un texte généralement acceptable et que l'on pouvait espérer que la Commission des droits de l'homme se pencherait sur les questions qui y sont évoquées.

115. A sa 536ème séance, le 9 octobre 1968, la Sous-Commission a adopté à l'unanimité le projet de résolution révisé, compte tenu de quelques modifications orales.

116. Le texte de la résolution 1 (XXI) tel qu'il a été adopté par la Sous-Commission à sa 536ème séance, le 9 octobre 1968, est le suivant.

"Résolution 1 (XXI)"^{4/}

EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LES DOMAINES QUI ONT
DEJA FAIT L'OBJET D'UNE ETUDE OU D'UNE ENQUETE DE LA PART DE LA
SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant sa résolution 6 (XX),

Ayant reçu le mémorandum présenté par le Secrétaire général sur les faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/291 et Add.1 et Add.2), le mémorandum présenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur ses activités récentes en matière de lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement et dans les relations entre les races (E/CN.4/Sub.2/292 et Add.1), et le mémorandum présenté par le Bureau international du Travail (E/CN.4/Sub.2/293).

Notant la résolution 10 (XXIV) de la Commission des droits de l'homme relative aux rapports et études de la Sous-Commission et à la manière dont elle les examinera,

Notant également la résolution 8 (XXIV) de la Commission des droits de l'homme créant un groupe de travail spécial chargé de présenter des propositions détaillées concernant, entre autres, l'adoption de mesures permettant de traiter rapidement les questions accumulées à l'ordre du jour de la Commission,

Considérant qu'il est fort souhaitable que la Sous-Commission soit informée et documentée de façon satisfaisante, tant sur le plan international que sur le plan national, sur les faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission si celle-ci doit examiner comme il convient lesdits faits nouveaux.

1. Prend note des mémorandums présentés par le Secrétaire général, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Directeur général du Bureau international du Travail;

2. Fait appel aux institutions spécialisées afin qu'elles fournissent à la Sous-Commission des renseignements étoffés et approfondis sur leurs activités,

^{4/} Voir chapitre XIII, projet de résolution I et l'Annexe I.

ainsi que les renseignements qu'il leur sera possible de donner à la Sous-Commission sur l'existence dans le monde de discrimination et de mesures pour la protection des minorités dans les domaines qui relèvent de leur compétence;

3. Exprime l'espoir que le Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme, et la Commission elle-même, seront en mesure de hâter l'examen des rapports et des études élaborés par la Sous-Commission;

4. Recommande que la Commission des droits de l'homme prie le Secrétaire général d'inclure dans l'aperçu des rubriques qu'il adresse aux gouvernements afin qu'ils contribuent aux rapports périodiques, des questions ayant déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission, en tenant compte des opinions exprimées par celle-ci;

5. Recommande que la Commission des droits de l'homme prie le Secrétaire général de préparer, pour chaque session de la Sous-Commission, un résumé des parties des rapports périodiques qui touchent à des questions relevant du mandat de la Sous-Commission;

6. Décide qu'à sa prochaine session, la Sous-Commission s'attachera particulièrement à recevoir une documentation suffisante concernant l'étude du point de son ordre du jour relatif à l'examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission, et se préoccupera de la possibilité d'améliorer la méthode d'examen de ce point."

PROTECTION DES MINORITES

Point 10 de l'ordre du jour

117. A ses 546ème et 548ème séances, la Sous-Commission a examiné le point 10 de l'ordre du jour, intitulé "Protection des minorités".
118. La Sous-Commission était saisie d'une proposition de M. Schiller, présentée comme suite au paragraphe 2 du dispositif de la résolution 9 (XX) de la Sous-Commission et intitulée "Définition de la portée éventuelle des études futures" (E/CN.4/Sub.2/L.499). Dans ce document, M. Schiller rappelait une résolution antérieure (résolution F du document E/CN.4/703), dans laquelle la Sous-Commission demandait une "Etude de la situation actuelle des minorités dans le monde entier", mais qui n'avait pas été approuvée par les organes supérieurs. M. Schiller suggérait que soit élaboré un document qui présenterait la synthèse de l'oeuvre que les Nations Unies ont accomplie pour la protection des minorités; il donnait la liste de quelques documents des Nations Unies qui, selon lui, pourraient fournir des éléments utiles à un Rapporteur spécial.
119. Certains membres, estimant que la Sous-Commission ne s'était pas occupée du problème des minorités depuis 1955, ont rappelé la décision prise par la Sous-Commission dans sa résolution 9 (XX) d'entreprendre aussitôt que possible une étude à ce sujet et ont vivement engagé la Sous-Commission à commencer sans délai une étude de grande envergure sur les minorités, qui fasse pendant à ses travaux sur la lutte contre les mesures discriminatoires. Pourtant, certains membres, qui n'étaient pas d'avis que la Sous-Commission avait négligé la question des minorités, soutenaient que les mesures prises par la Sous-Commission pour mettre en oeuvre le principe de l'égalité et lutter contre les mesures discriminatoires constituaient aussi des efforts pour protéger les minorités. Il a été fait allusion à la situation de certains pays d'Afrique, où vivent de nombreuses minorités. On a dit que, dans ces cas, l'accent devait être mis sur l'intégration et sur l'unité nationale plutôt que sur la protection des minorités.
120. Certains membres, tout en convenant de l'importance de l'étude relative à la protection des minorités, ont estimé que la Sous-Commission devait attendre sa vingt-deuxième session pour prendre une décision sur ce point. On a fait observer que, puisque la question des minorités pouvait soulever en Afrique et en Asie des problèmes d'un genre différent de ceux qui se posent dans d'autres parties du monde, il serait souhaitable de laisser la nouvelle Sous-Commission élargie, qui comprendrait de nombreux membres de pays d'Afrique et d'Asie, se prononcer à cet égard. En outre, étant donné que le Secrétariat se trouvait à ce moment dans l'impossibilité de fournir

l'assistance nécessaire à une telle étude, et que, dans sa résolution 1367 (XLV), le Conseil économique et social avait rappelé aux commissions techniques et aux autres organes subsidiaires du Conseil qu'aux termes de leurs mandats respectifs le Conseil doit examiner, avant qu'il y soit donné suite, toutes les propositions intéressant leurs programmes de travail, certains membres ont mis en doute que la Sous-Commission eût compétence pour entreprendre l'étude sans l'approbation et les directives des organes supérieurs. A ce propos, on a rappelé que de précédentes études de la Sous-Commission avaient été approuvées par le Conseil économique et social.

121. Quant à la nature de l'étude, certains membres ont envisagé un document de synthèse qui embrasserait l'oeuvre accomplie par la Société des Nations et par l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les nombreux écrits relatifs à la question. D'autres ont estimé que l'étude ne devrait pas être purement théorique ni constituer seulement une compilation. L'avis a aussi été exprimé qu'il serait souhaitable de faire une étude préliminaire sur certains aspects du problème, en particulier sur la question de la définition des minorités. Certains membres, d'autre part, ont exprimé le souhait que, conformément à la décision prise par la Sous-Commission au paragraphe 1 de sa résolution 9 (XX), l'étude porte sur l'application des principes énoncés à l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et que notamment elle analyse la notion de minorité, en tenant compte des facteurs ethniques, religieux et linguistiques, ainsi que de la situation des groupes ethniques, religieux et linguistiques dans les sociétés multinationales.

122. Les avis ont différé sur le moment où il convenait de désigner un rapporteur spécial pour élaborer l'étude. Certains membres n'acceptaient pas l'idée que l'expiration prochaine du mandat des membres actuels de la Sous-Commission empêchait de désigner un rapporteur spécial dès cette session. On a rappelé que, dans le passé, la Commission des droits de l'homme avait tenu compte de telles désignations en élisant les membres de la Sous-Commission. Certains membres étaient d'avis que le long laps de temps qui s'écoulerait nécessairement entre la décision des organes supérieurs et la mise en chantier effective de l'étude, au cours duquel l'aide du Secrétariat serait extrêmement limitée, ne devait pas empêcher la Sous-Commission de prendre certaines mesures intérimaires. A ce sujet, des suggestions ont été formulées tendant à ce que la Sous-Commission désigne un rapporteur spécial avant même que les autres études soient achevées et à seule fin de préparer un schéma de la nouvelle étude ou un document exposant de façon complète l'oeuvre déjà accomplie pour la

protection des minorités et les différentes conceptions en la matière, qui serait présenté à la Sous-Commission à sa vingt-deuxième session. Mais d'autres membres ont considéré que, le Secrétariat n'ayant pas les moyens voulus pour aider un nouveau rapporteur spécial alors que deux autres études de la Sous-Commission étaient en cours, et étant donné la nécessité d'obtenir l'approbation des organes supérieurs, c'étaient là des raisons décisives pour que la Sous-Commission s'abstint de désigner un rapporteur spécial à cette session. On a en outre fait observer qu'une étude sur la protection des minorités, qui concerne une question délicate et de nature complexe, ne pouvait être entreprise que selon les mêmes méthodes et les mêmes procédures que celles appliquées aux études antérieures sur d'autres questions.

Adoption d'une résolution

123. A la 548ème séance, M. Humphrey et M. Nath Pai ont présenté un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.504) (voir paragraphe 126 ci-après) qui partait de l'idée que la Sous-Commission ne pouvait prendre de décision en la matière qu'avec l'approbation des organes supérieurs.

124. A la même séance, M. Zeltner a présenté un amendement (E/CN.4/Sub.2/L.505) au projet de résolution, qui avait la teneur suivante:

"1. Ajouter au dispositif du projet de résolution de la Sous-Commission le paragraphe 1 ci-après:

"1. Désigne, jusqu'à ce que la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social aient pris la décision esquissée plus loin, un de ses membres comme Rapporteur spécial chargé de rédiger un document exposant de façon détaillée les travaux déjà accomplis pour la protection des minorités ainsi que les différentes conceptions qui s'y rapportent".

"2. Attribuer le numéro 2 au paragraphe actuel du dispositif, libellé comme suit:

"Recommande à la Commission des droits de l'homme d'adopter la résolution suivante".

125. A la 548ème séance, l'amendement et le projet de résolution ont été mis aux voix. L'amendement (E/CN.4/Sub.2/L.505) a été rejeté par 8 voix contre 5, avec 4 abstentions. Le projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.504) a été adopté à l'unanimité.

126. Le texte de la résolution 5 (XXI), tel qu'il a été adopté à la 548ème séance, le 17 octobre 1968, est libellé comme suit:

Résolution 5 (XXI)^{5/}
Protection des minorités

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant sa résolution 9 (XX) par laquelle elle a décidé d'inscrire à son programme de travaux futurs et d'entreprendre aussitôt que possible une étude sur l'application des principes énoncés à l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, destinée notamment à analyser la notion de minorité, en tenant compte des facteurs ethniques, religieux et linguistiques ainsi que de la situation des groupes ethniques, religieux et linguistiques dans les sociétés multinationales,

Prenant note du document (E/CN.4/Sub.2/L.499) présenté par M. Schiller sur la portée éventuelle des études futures sur cette question, conformément au paragraphe 2 de la résolution 9 (XX) de la Sous-Commission,

Recommande à la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de résolution suivant:

"La Commission des droits de l'homme,

Notant la résolution 5 (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Soumet au Conseil économique et social, pour adoption, le projet de résolution suivant:

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution ... (XXV) de la Commission des droits de l'homme,

Approuve la décision que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a prise, par sa résolution 9 (XX), de procéder à l'étude sur la protection des minorités qui y est envisagée;

Autorise la Sous-Commission à désigner, parmi ses membres, un Rapporteur spécial pour effectuer cette étude;

Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial et à la Sous-Commission."

^{5/} Voir chapitre XII, projet de résolution III, et l'annexe I.

X GENOCIDE

Point 11 de l'ordre du jour

127. A ses 553^{ème} et 554^{ème} séances, la Sous-Commission a examiné le point 11 de son ordre du jour, intitulé "Génocide".

128. Il a été rappelé qu'à sa vingtième session, la Sous-Commission avait adopté la résolution 7 (XX) sur le génocide. Dans cette résolution, la Sous-Commission avait décidé que la question resterait inscrite à son ordre du jour et recommandé à la Commission des droits de l'homme d'adopter un projet de résolution priant le Conseil économique et social de demander à l'Assemblée générale si l'établissement de la Cour criminelle internationale prévu à l'article VI de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide pourrait être à nouveau mis à l'étude, indépendamment de la question de la définition de l'agression et des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Dans sa résolution 10 (XXIV), la Commission des droits de l'homme a décidé d'examiner la résolution 7 (XX) de la Sous-Commission à une session ultérieure. La Sous-Commission a été informée entre-temps que l'Assemblée générale, à sa 1676^{ème} séance plénière, le 27 septembre 1968, avait pris note de la décision de son Bureau (A/7250, paragraphe 10) selon laquelle il n'était pas souhaitable au stade actuel, avant que l'Assemblée ait achevé l'examen de la question de la définition de l'agression, d'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée générale les questions intitulées "Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité" et "Juridiction criminelle internationale", et que ces questions devraient être examinées au cours d'une session ultérieure, lorsque les travaux visant à formuler une définition généralement acceptable de l'agression seraient plus avancés.

129. Les membres de la Sous-Commission se sont accordés pour estimer que la décision de l'Assemblée générale de ne pas examiner les points susmentionnés ne devait pas empêcher la Sous-Commission de poursuivre l'examen de la question du génocide dans les limites de sa compétence. Ils ont regretté qu'aucune mesure internationale ne puisse être adoptée à l'heure actuelle, mais ils ont largement approuvé l'idée que la Sous-Commission, en sa qualité d'organe spécialisé, pouvait examiner les mesures supplémentaires à prendre, concernant en particulier l'application par les Etats parties de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, et adresser des recommandations appropriées aux instances supérieures. La Sous-Commission pouvait aussi demander au Secrétaire général de présenter un document indiquant l'état des signatures, ratifications ou adhésions relatives à la Convention.

130. Quelques membres ont exprimé l'avis qu'il était souhaitable que la Sous-Commission décide à cette session de procéder à l'étude prévue dans sa résolution 8 (XX) et demande aux instances supérieures d'approuver l'étude et ses incidences financières.

131. On a noté aussi que les faits nouveaux intervenus depuis une année montraient que la Sous-Commission pourrait agir dans un grand nombre de domaines afin d'élaborer les meilleures méthodes pour déterminer si un crime de génocide a été commis. On s'est référé à diverses méthodes récemment suggérées ou employées, comme par exemple la création d'un jury d'experts en droit, de groupes de travail spéciaux, d'un registre des criminels, ou les bons offices d'un Haut Commissaire. Certains membres ont cependant fait observer que les allégations de génocide soulevaient des problèmes complexes qui posaient la question de la souveraineté des Etats. On a évoqué des situations dans lesquelles des rivalités tribales ou des soulèvements de minorités avaient abouti à la violence et à la guerre civile. On a dit que l'examen des allégations et des accusations de génocide devrait être fait en stricte conformité des dispositions de la Convention. Il faudrait aussi tenir compte de certains éléments, notamment l'intention des pouvoirs publics, la structure sociale et la législation de l'Etat, et le point de savoir si l'Etat en question avait ratifié la Convention ou l'avait systématiquement violée. Un membre a émis l'idée que l'institution d'un tribunal pénal international pour connaître des affaires découlant d'actes allégués de génocide empiéterait sur la compétence des Etats intéressés en cette matière.

Adoption d'une résolution

132. A sa 554ème séance, M. Capotorti a présenté un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.511). Il a ensuite accepté la suggestion de M. Schiller, tendant à ajouter le mot "parties" après le mot "Etats" au troisième alinéa du préambule, et la suggestion de M. Carey tendant à ajouter les mots "réserves ou déclarations" après le mot "ratifications" au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution de la Sous-Commission.

133. A la 554ème séance, le représentant du Secrétaire général a fait un exposé sur les incidences financières du projet de résolution.

134. Le projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.511), modifié oralement, a été adopté à l'unanimité.

135. Le texte de la résolution 8 (XXI), tel qu'il a été adopté par la Sous-Commission à sa 554ème séance, le 22 octobre 1968, est libellé comme suit :

Résolution 8 (XXI)^{6/}

GENOCIDE

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Rappelant sa résolution 8 (XX) par laquelle elle avait décidé d'inscrire à son programme de travaux futurs et d'entreprendre aussitôt que possible une étude sur la question de la prévention et de la répression du crime de génocide,

Convaincue de l'actualité et de la nécessité d'une telle étude,

Convaincue aussi qu'il est opportun d'examiner les mesures que les Etats Parties ont déjà prises pour mettre en oeuvre la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, afin de pouvoir ainsi établir quelles mesures additionnelles pourraient être adoptées sur le plan national ainsi que sur le plan international :

1. Demande au Secrétaire général de soumettre à la vingt-deuxième session de la Sous-Commission un document indiquant l'état des signatures, ratifications, réserves ou déclarations, adhésions et dénonciations relatives à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide;

2. Décide que la question restera inscrite à son ordre du jour;

3. Recommande à la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de résolution suivant :

"La Commission des droits de l'homme,

Notant la résolution 8 (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Soumet au Conseil économique et social, pour adoption, le projet de résolution suivant :

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution ... (XXV) de la Commission des droits de l'homme;

1. Invite les Etats parties à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, à communiquer au Secrétaire général assez tôt pour que la Sous-Commission en dispose à sa vingt-deuxième session, des renseignements sur les mesures prises en exécution de la Convention;

2. Invite instamment tous les Etats qui ont qualité pour le faire et ne l'ont pas encore fait, à ratifier la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ou à y adhérer;

3. Approuve la décision que la Sous-Commission a prise par sa résolution 8 (XX) de procéder à l'étude sur la question de la prévention et de la répression du crime de génocide qui y est envisagée;

4. Autorise la Sous-Commission à désigner, parmi ses membres, un Rapporteur spécial pour effectuer cette étude;

5. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial et à la Sous-Commission".

6/ Voir chapitre XIII, projet de résolution V et l'Annexe I.

XI. EXAMEN DES TRAVAUX FUTURS DE LA SOUS-COMMISSION

Point 12 de l'ordre du jour

136. La Sous-Commission a examiné le point 12 de son ordre du jour, intitulé "Examen des travaux futurs de la Sous-Commission", à ses 554ème et 555ème séances.

137. A propos de ce point, l'attention de la Sous-Commission a été appelée sur la note du Secrétaire général à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/970 et Add.1), relative à la mise en oeuvre des recommandations du Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, à la revision du programme de travail dans le domaine des droits de l'homme et à l'établissement des priorités, au contrôle et à la limitation de la documentation. L'attention de la Sous-Commission a été appelée aussi sur la résolution 8(XXIV) de la Commission intitulée "Question des moyens qui permettraient à la Commission d'exercer, ou qui l'aideraient à exercer, ses fonctions", sur la résolution 9(XXIV) de la Commission et sur la résolution 1334(XLIV) du Conseil, intitulée "Composition de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités".

138. En outre, la Commission était saisie d'une note du Secrétaire général intitulée "Examen des travaux futurs de la Sous-Commission" (E/CN.4/Sub.2/L.508). Dans cette note, le Secrétaire général appelait l'attention de la Sous-Commission sur la résolution 1367(XLV) du 2 août 1968, par laquelle le Conseil, notamment, priait les commissions techniques et les autres organes subsidiaires du Conseil de classer les questions inscrites à leur programme de travail par catégories de priorité, comme l'avait recommandé le Comité du programme et de la coordination aux paragraphes 12 à 14 de son rapport (E/4493/Rev.1), et de faire figurer dans leurs rapports une section intitulée "Modifications aux programmes", conformément à l'alinéa c) du paragraphe 16 du rapport du Comité. Le Conseil rappelait en outre aux commissions techniques et aux autres organes subsidiaires qu'aux termes de leurs mandats respectifs le Conseil doit examiner, avant qu'il y soit donné suite, toutes les propositions intéressant leurs programmes de travail. Conformément à cette résolution du Conseil et à la demande formulée au paragraphe 12 du rapport du Comité du programme et de la coordination, le Secrétaire général présentait un projet de programme de travail de la Sous-Commission.

139. Après un échange de vues, au cours duquel les membres ont émis des suggestions concernant la composition du programme de travail - certains membres exprimant l'opinion que la classification recommandée par le Comité du programme et de la coordination s'appliquait difficilement aux travaux de la Sous-Commission - la Sous-Commission a décidé de faire figurer dans son rapport le tableau ci-après :

<u>Catégorie A - Travaux de haute priorité</u>	<u>Autorité</u>	<u>Date d'achèvement</u>
1. Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice	Résolution 958 C (XXXVI) du Conseil, Résolution 4 (XXI) de la Sous-Commission	1969
2. Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel	Résolution 1076 (XXXIX) du Conseil, Résolution 6 (XXI) de la Sous-Commission	1969
3. Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation, ainsi que la politique d' <u>apartheid</u> , dans tous les pays, en particulier dans les pays coloniaux et autres pays dépendants*	Résolutions 1235 (XLII) et 728 F (XXVIII) du Conseil, Résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, Résolution 2 (XXI) de la Sous-Commission	Périodique
4. Communications concernant les droits de l'homme*	"	Périodique
<u>Catégorie B - Travaux prioritaires</u>		
5. Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l' <u>apartheid</u> et du colonialisme*	Résolution 1330 (XLIV) du Conseil, Résolution 13 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, Résolution 7 (XXI) de la Sous-Commission	

* Sous réserve des décisions que prendront la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social sur les résolutions de la Sous-Commission.

<u>Catégorie B - Travaux prioritaires</u>	<u>Autorité</u>	<u>Date d'achèvement</u>
6. Protection des minorités*	Résolution 5 (XXI) de la Sous-Commission	
7. Génocide*	Résolution 8 (XXI) de la Sous-Commission	

Catégorie C - Travail de priorité moindre

8. Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission	Résolution 1 (XXI) de la Sous-Commission	Périodique
---	---	------------

Date des sessions futures

140. Certains membres de la Sous-Commission ont relevé que le Conseil économique et social avait décidé en principe que la session de 1970 de la Sous-Commission aurait lieu à Genève pendant trois semaines en octobre-novembre. Ils pensaient que cette période ne conviendrait pas et mettrait certains membres de la Sous-Commission dans l'embarras à cause de leurs autres engagements. A leur avis, il était préférable que les sessions de la Sous-Commission se tiennent à la fin d'août et au début de septembre.

* Sous réserve des décisions que prendront la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social sur les résolutions de la Sous-Commission.

XII. ADOPTION DU RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION
A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Point 13 de l'ordre du jour

141. La Sous-Commission a examiné le projet de rapport sur les travaux de sa vingt et unième session (E/CN.4/Sub.2/L.503 et Corr.1 et Add. 1-10) à la 556^e séance, le 25 octobre 1968, et a adopté à l'unanimité ce rapport dans sa version révisée par le Rapporteur.

XIII. PROJETS DE RESOLUTIONS SOUMIS A L'APPROBATION
DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

I

Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités §/

"La Commission des droits de l'homme,

Notant la résolution 1 (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Prie le Secrétaire général d'inclure dans l'aperçu des rubriques qu'il adresse aux gouvernements afin qu'ils contribuent aux rapports périodiques, des questions ayant déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission, en tenant compte des opinions exprimées par celle-ci,

Prie en outre le Secrétaire général de préparer, pour chaque session de la Sous-Commission, un résumé des parties des rapports périodiques qui touchent à des questions relevant du mandat de la Sous-Commission."

§/ Voir paragraphe 116, résolution 1 (XXI) et l'annexe I.

II

Procédure à adopter pour l'examen des communications relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités^{2/}

"La Commission des droits de l'homme,

Ayant examiné la résolution 2 (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution ci-après :

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution ... (XXV) de la Commission des droits de l'homme et de la résolution 2 (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

1. Autorise la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à désigner un groupe de travail composé de cinq de ses membres au maximum, qui se réunira au moins une fois par an, pendant une période ne dépassant pas dix jours immédiatement avant les sessions de la Sous-Commission, afin d'examiner toutes les communications, y compris les réponses des gouvernements y relatives, que recevra le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil, en vue d'appeler l'attention de la Sous-Commission sur celles d'entre ces communications assorties le cas échéant des réponses des gouvernements d'où semblerait ressortir l'existence d'un ensemble systématique de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

2. Prie le Secrétaire général :

a) de fournir chaque mois aux membres du groupe de travail la liste des communications par lui établie conformément à la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil et un bref aperçu de leur teneur, ainsi que le texte de toutes réponses émanant des gouvernements,

b) de mettre à la disposition des membres du groupe de travail lors de leurs réunions les originaux des documents figurant sur la liste dont ils pourraient demander communication, compte dûment tenu des dispositions de l'alinéa 2 b) de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil concernant la divulgation de l'identité des auteurs de communications.

c) de distribuer aux membres de la Sous-Commission dans les langues de travail les originaux de celles des communications qui seront renvoyés à la Sous-Commission par le groupe de travail.

3. Prie la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'examiner les communications et toutes réponses des gouvernements y afférentes, à l'effet de déterminer s'il convient de renvoyer à la Commission des droits de l'homme des situations particulières qui semblent révéler l'existence d'un ensemble systématique de violations flagrantes des droits de l'homme exigeant l'attention de la Commission.

^{2/} Voir paragraphe 92, résolution 2 (XXI) et l'annexe I.

4. Prie la Commission des droits de l'homme, après qu'elle aura examiné toute situation qui lui aura été signalée par la Sous-Commission, de déterminer :

a) Si cette situation requiert un examen approfondi de la part de la Commission ainsi qu'un rapport assorti d'une recommandation au Conseil, conformément au paragraphe 3 de la résolution 1235 (XLII) du Conseil,

b) Si elle peut faire l'objet d'une enquête de la part d'un comité spécial que désignerait le Conseil après avoir obtenu l'agrément de l'Etat intéressé concernant l'exécution de ladite enquête, pourvu que ladite situation ne touche pas une question qui serait à ce moment-là en cours d'examen en vertu d'autres procédures prescrites dans les actes constitutifs de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, ou de conventions par elles adoptées, et à moins que l'Etat intéressé ne souhaite avoir recours à d'autres procédures conformément à des accords internationaux d'ordre général ou particulier auxquels il serait partie.

5. Décide que si le Conseil désigne un Comité spécial chargé d'effectuer une enquête avec l'agrément de l'Etat intéressé :

a) la composition de ce comité sera déterminée par le Conseil,

b) le comité usera des modalités de procédure qu'il jugera appropriées, étant habilité à recevoir des communications et à entendre des témoins selon qu'il sera nécessaire,

c) les travaux du Comité se dérouleront en séance privée et toutes les communications demeureront confidentielles,

d) le Comité fera rapport à la Commission des droits de l'homme et au Conseil en formulant les observations et suggestions qu'il lui paraîtra bon de faire.

6. Décide que, si l'Etat intéressé à l'enquête ne donne pas son agrément, le Conseil décidera des mesures ultérieures qu'il y aurait alors lieu de prendre.

7. Décide d'autoriser le Secrétaire général à affecter le personnel et à fournir toutes les facilités et tous les arrangements qui pourraient être nécessaires pour donner effet à la présente résolution."

III

Protection des minorités^{10/}

"La Commission des droits de l'homme,

Notant la résolution 5 (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Soumet au Conseil économique et social, pour adoption, le projet de résolution suivant :

Le Conseil économique et social,

Prénant note de la résolution ... (XXV) de la Commission des droits de l'homme,

Approuve la décision que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a prise, par sa résolution 9 (XX), de procéder à l'étude sur la protection des minorités qui y est envisagée,

Autorise la Sous-Commission à désigner, parmi ses membres, un Rapporteur spécial pour effectuer cette étude,

Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial et à la Sous-Commission."

^{10/} Voir paragraphe 126, résolution 5 (XXI) et l'annexe I.

IV

Question de l'esclavage et de la traite des esclaves
dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes
de l'apartheid et du colonialisme^{11/}

"La Commission des droits de l'homme,

Ayant pris note de la résolution 7 (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

Le Conseil économique et social,

Notant la résolution ... (XXV) de la Commission des droits de l'homme,

1. Confirme la désignation, par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, d'un de ses membres comme Rapporteur spécial chargé d'effectuer une étude conformément aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil;
2. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial et à la Sous-Commission;
3. Invite les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales régionales et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil à apporter leur concours à l'étude que doit entreprendre la Sous-Commission."

^{11/} Voir paragraphe 59, résolution 7 (XXI) et l'annexe I.

V

Génocide^{12/}

"La Commission des droits de l'homme,

Notant la résolution ... (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Soumet au Conseil économique et social, pour adoption, le projet de résolution suivant :

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution ... (XXV) de la Commission des droits de l'homme,

1. Invite les Etats Parties à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide à communiquer au Secrétaire général, assez tôt pour que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités en dispose à sa vingt-deuxième session, des renseignements sur les mesures prises en exécution de la Convention;

2. Invite instamment tous les Etats qui ont qualité pour le faire et ne l'ont pas encore fait, à ratifier la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ou à y adhérer,

3. Approuve la décision que la Sous-Commission a prise par sa résolution 8 (XX) de procéder à l'étude sur la question de la prévention et de la répression du crime de génocide qui y est envisagé;

4. Autorise la Sous-Commission à désigner, parmi ses membres, un Rapporteur spécial pour effectuer cette étude,

5. Frie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial et à la Sous-Commission."

^{12/} Voir paragraphe 135, résolution 8 (XXI) et l'annexe I.

VI

Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités à la Commission des droits de l'homme

"La Commission des droits de l'homme,

Prend note du rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les travaux de sa vingt et unième session (E/CN.4/976)."

ANNEXE I

INCIDENCES FINANCIERES DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA SOUS-COMMISSION
A SA VINGT ET UNIEME SESSION

1. A sa vingt et unième session, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a adopté huit résolutions, dont plusieurs ont des incidences financières. Avant l'adoption de ces dernières, le Secrétaire général, conformément à l'article 13.1 du règlement financier et à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, a présenté un état estimatif de leurs incidences financières. Dans certains cas, les projets de résolution sur la base desquels cet état avait été établi ont été amendés avant d'être adoptés. Lorsque ces amendements modifiaient sensiblement les prévisions de dépenses soumises à la Sous-Commission, celles-ci ont été révisées pour tenir compte des besoins nouveaux.

2. Si, comme suite à la décision que pourraient prendre la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social au sujet des propositions de la Sous-Commission, le Secrétaire général devait engager des dépenses en 1969, il faudrait, pour les couvrir, qu'il demande l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires conformément aux dispositions de la résolution (XXIII) de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1969. Par la suite, des crédits additionnels seraient inscrits, en tant que de besoin, dans le budget additionnel de 1969 que le Secrétaire général soumettra à l'Assemblée générale à sa vingt-quatrième session. Les crédits nécessaires pour couvrir les dépenses de l'exercice 1970 seront inscrits dans le projet de budget pour cet exercice.

3. Résolution 1 (XXI) - Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission.

Cette résolution recommande que la Commission des droits de l'homme prie le Secrétaire général d'établir, pour chaque session de la Sous-Commission, un résumé des parties des rapports périodiques qui touchent à des questions relevant du mandat de la Sous-Commission.

Le Secrétaire général a fait savoir à la Sous-Commission que, si la Commission des droits de l'homme l'en priait, il établirait chaque année un résumé succinct des parties des rapports périodiques relevant du mandat de la Sous-Commission et qu'il n'en résulterait pas de dépenses supplémentaires.

4. Résolution 2 (XXI) - Procédure à suivre pour l'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Par cette résolution il est décidé, en attendant confirmation par la Commission des droits de l'homme et par le Conseil économique et social, de nommer un groupe de travail composé de trois membres de la Sous-Commission, qui aura pour tâche de faire, avant la prochaine réunion annuelle de la Sous-Commission en août 1969, un tri parmi les communications relatives aux violations des droits de l'homme. Ce groupe de travail est composé de MM. M. Mohammed Abu Rannat (Soudan), Président, Antonio Martinez Baez (Mexique) et John P. Humphrey (Canada). Les incidences financières de cette résolution ont été calculées à partir des hypothèses ci-après :

- a) Comme le Groupe de travail se réunira immédiatement avant la session de 1969 de la Sous-Commission, il n'y aura pas de frais de voyage supplémentaires pour ses membres;
- b) Le Groupe de travail tiendra deux séances par jour pendant cinq jours ouvrables au maximum;
- c) L'interprétation sera assurée dans deux langues (anglais et espagnol);
- d) Sauf le rapport du Groupe de travail, il ne sera établie aucune documentation en dehors de celle qui est normalement soumise à la Sous-Commission.

Si la Commission des droits de l'homme ou le Conseil économique et social confirment la décision de la Sous-Commission, le Secrétaire général demandera l'approbation du Comité des conférences pour organiser la réunion du Groupe de travail en août 1969. S'il obtient cette approbation, il assurera le service de cette réunion : la seule dépense supplémentaire sera l'indemnité de subsistance à verser aux membres du Groupe de travail, soit au total 570 dollars*.

D'autre part, aux termes du projet de résolution qui est soumis à la Commission des droits de l'homme et au Conseil économique et social dans la résolution 2 (XXI), la Sous-Commission serait autorisée à désigner un groupe de travail composé de cinq de ses membres au maximum, qui se réunirait au moins une fois par an, pendant une période ne dépassant pas dix jours immédiatement avant les sessions de la Sous-Commission,

* 38 dollars par jour pendant cinq jours pour chacun des trois membres.

afin d'examiner toutes les communications relatives aux droits de l'homme en vue d'appeler l'attention de la Sous-Commission sur celles d'entre ces communications, assorties le cas échéant des réponses des gouvernements, d'où semblerait ressortir l'existence d'un ensemble systématique de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Si le Conseil adopte ce projet de résolution, la Sous-Commission pourra désigner à sa session de 1969 le premier groupe de travail, et celui-ci tiendrait sa première réunion immédiatement avant la session de 1970 de la Sous-Commission.

Les incidences financières de ce projet de résolution ont été calculées à partir des hypothèses ci-après :

- a) Le Groupe de travail devant se réunir immédiatement avant les sessions annuelles de la Sous-Commission, il n'y aura pas de frais de voyage supplémentaires à verser à ses membres;
- b) Le Groupe de travail tiendra deux séances par jour pendant dix jours ouvrables au maximum;
- c) L'interprétation sera assurée en quatre langues;
- d) Sauf le rapport (10 pages) du Groupe de travail, il ne sera établi aucune documentation en dehors de celle qui est normalement soumise à la Sous-Commission.

Si la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social adoptent ce projet de résolution, le Secrétaire général demandera l'approbation du Comité des conférences pour organiser la réunion du Groupe de travail en 1970 ainsi que les réunions qu'il devra par la suite tenir chaque année immédiatement avant les sessions annuelles de la Sous-Commission. S'il obtient cette approbation, le Secrétaire général assurera le service de la réunion : la seule dépense supplémentaire sera l'indemnité de subsistance (1900 dollars)*, qui devra être versée chaque année aux membres du Groupe de travail lors de ses réunions au Siège de l'Organisation, à New York. Si la session de la Sous-Commission a lieu à Genève - ce qui par exemple devrait, selon les prévisions, être le cas en 1970 - un membre de son secrétariat sera appelé à y assister, ce qui entraînera une dépense supplémentaire de 170 dollars ** au titre de l'indemnité

* 38 dollars par jour pendant dix jours pour chacun des cinq membres.

** 17 dollars par jour pendant 10 jours.

de subsistance. Toutefois, dans le cas d'une session à Genève, l'indemnité de subsistance des membres du Groupe de travail sera moins élevée, à savoir 1200 dollars*.

Au paragraphe 2 du projet de résolution, le Secrétaire général est prié :

- "a) de fournir chaque mois aux membres du groupe de travail la liste des communications par lui établie conformément à la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil et un bref aperçu de leur teneur, ainsi que le texte de toutes réponses émanant des gouvernements,
- "b) de mettre à la disposition des membres du groupe de travail lors de leurs réunions les originaux des documents figurant sur la liste dont ils pourraient demander communication, compte dûment tenu des dispositions de l'alinéa 2 b) de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil concernant la divulgation de l'identité des auteurs de communications,
- "c) de distribuer aux membres de la Sous-Commission dans les langues de travail les originaux de celles des communications qui seront renvoyées à la Sous-Commission par le groupe de travail."

Les travaux prévus aux alinéas a) et b) pourront être accomplis par le personnel existant de la Division des droits de l'homme. Par contre, la requête formulée à l'alinéa c) exigera que l'on traduise dans les langues de travail de la Sous-Commission les communications qui lui seraient renvoyées par le Groupe de travail, ce qui entraînera une dépense d'environ 12,5 dollars par page pour chaque langue. Il n'est pas possible d'évaluer à l'avance le nombre de pages à traduire.

Aux paragraphes 4 et 5 du projet de résolution, la Sous-Commission :

- "4. Prie la Commission des droits de l'homme, après qu'elle aura examiné toute situation qui lui aura été signalée par la Sous-Commission, de déterminer :
 - a) si cette situation requiert un examen approfondi de la part de la Commission ainsi qu'un rapport assorti d'une recommandation au Conseil, conformément au paragraphe 3 de la résolution 1235 (XLII) du Conseil;
 - b) si elle peut faire l'objet d'une enquête de la part d'un comité spécial que désignerait le Conseil après avoir obtenu l'agrément de l'Etat intéressé concernant l'exécution de ladite enquête, pourvu que ladite situation ne touche pas une question qui serait à ce moment-là en cours

* 24 dollars par jour pendant 10 jours pour chacun des cinq membres.

d'examen en vertu d'autres procédures prescrites dans les actes constitutifs de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, ou de conventions par elles adoptées, et à moins que l'Etat intéressé ne souhaite avoir recours à d'autres procédures conformément à des accords internationaux d'ordre général ou particulier auxquels il serait partie;

- "5. Décide que si le Conseil désigne un comité spécial chargé d'effectuer une enquête avec l'agrément de l'Etat intéressé :
- a) la composition de ce comité sera déterminée par le Conseil,
 - b) le comité usera des modalités de procédure qu'il jugera appropriées, étant habilité à recevoir des communications et à entendre des témoins selon qu'il sera nécessaire,
 - c) les travaux du comité se dérouleront en séance privée et toutes les communications demeureront confidentielles,
 - d) le comité fera rapport à la Commission des droits de l'homme et au Conseil en formulant les observations et suggestions qu'il lui paraîtra bon de faire."

La désignation par le Conseil de comités spéciaux chargés d'effectuer les enquêtes visées aux paragraphes 4 et 5 entraînera des dépenses supplémentaires dont le montant ne pourra être déterminé que lorsque seront connus la composition et le mandat de ces comités.

5. Résolution 5 (XXI) - Protection des minorités

Le projet de résolution soumis à la Commission des droits de l'homme et au Conseil économique et social dans la résolution 5 (XXI) dispose que le Conseil approuve la décision que la Sous-Commission a prise, par sa résolution 9 (XX), de procéder à l'étude sur la protection des minorités qui y est envisagée, et qu'il autorise la Sous-Commission à désigner, parmi ses membres, un rapporteur spécial pour effectuer cette étude. La nature et la portée de l'étude proposée ne sont pas précisées dans tous leurs détails dans la résolution 5 (XXI), mais on peut présumer que l'auteur s'en tiendra à la forme traditionnelle des études de la Sous-Commission et que, par conséquent, il faudra pour commencer que soit établie une monographie nationale pour chaque Etat Membre.

Avant l'adoption de la résolution 5 (XXI), la Sous-Commission a été informée^{1/} que ses effectifs actuels permettraient à la Division des droits de l'homme de s'acquitter

parallèlement des deux études en cours pour le compte de la Sous-Commission, études dont l'achèvement est prévu pour 1969, et qu'une nouvelle étude exigeant la préparation d'une monographie nationale pour chaque Etat Membre ne pourrait être entreprise qu'après l'achèvement de l'une de ces deux études.

Si la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social adoptent le projet de résolution soumis par la Sous-Commission dans sa résolution 5 (XXI), les fonctionnaires du Secrétariat chargés d'établir l'une des études en cours seront, lorsqu'elle sera terminée, affectés à la préparation d'une nouvelle étude. Pour le moment, le Secrétaire général prévoit l'inscription d'un crédit de 2.250 dollars dans le projet de budget pour l'exercice 1970, qui permettra de couvrir les dépenses qu'entraînera la désignation d'un rapporteur spécial sur cette question (frais de voyage du rapporteur pour se rendre au Siège et en revenir et indemnité de subsistance pendant environ trois semaines).

6. Résolution 7 (XXI) - Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme.

Par cette résolution, la Sous-Commission a décidé de désigner, sous réserve de l'approbation de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social, M. Mohammed Awad (République arabe unie) comme Rapporteur spécial chargé d'effectuer une étude sur la question de l'esclavage et de la traite des esclaves conformément aux dispositions de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil économique et social. Dans un projet de résolution incorporé à la résolution 7 (XXI), la Sous-Commission recommande que la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social confirment sa décision et elle prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial et à la Sous-Commission.

En vertu du paragraphe 1 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil, la Sous-Commission est autorisée à entreprendre une étude des mesures qui pourraient être prises pour appliquer la Convention internationale de 1926 sur l'esclavage et la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, ainsi que les diverses recommandations contenues dans les résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme, relatives aux pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme. Au paragraphe 2 de cette résolution, la Sous-Commission est autorisée, en outre, à entreprendre une étude des possibilités d'une

action de police internationale pour arrêter et réprimer le transport de personnes en danger d'être réduites en esclavage, compte tenu, le cas échéant, des opinions des organisations internationales compétentes.

La nouvelle étude proposée dans la résolution 7 (XXI) différerait donc, par sa nature et sa portée, des études en cours de la Sous-Commission pour lesquelles un Rapporteur spécial établit un rapport fondé sur des monographies nationales où sont exposées la situation existante et les mesures prises par les gouvernements.

Il est à présumer que le Rapporteur spécial rédigera un rapport préliminaire qu'il soumettra à la Sous-Commission à sa vingt-deuxième session en 1969 et que celle-ci établira à ce moment-là un programme de travaux futurs. Le Rapporteur spécial établirait ensuite un autre rapport pour la vingt-troisième session de la Sous-Commission en 1970 et, peut-être, un rapport final pour la vingt-quatrième session en 1971.

Les incidences financières de cette résolution se décomposent comme suit :

Pour l'établissement du rapport préliminaire en 1969, il est envisagé que le Rapporteur spécial viendrait au Siège de l'Organisation à New York pour y travailler pendant une semaine avec le Secrétariat. Le montant estimatif de ses frais de voyage et de l'indemnité de subsistance à lui verser se chiffre à environ 1.560 dollars*.

Pour établir son rapport de 1970, le Rapporteur spécial serait obligé de se rendre au siège de diverses institutions spécialisées, d'organisations intergouvernementales régionales et d'organisations non gouvernementales, ainsi qu'au Siège des Nations Unies à New York où il resterait environ deux semaines pour travailler avec le Secrétariat. Le montant estimatif de ses frais de voyage aller et retour et de l'indemnité de subsistance à lui verser se chiffre à 2.200 dollars **.

	<u>Dollars</u>
* Frais de voyage aller-retour Le Caire-New York (1ère classe) ..	1.286
Indemnité de subsistance pendant 7 jours à New York	<u>266</u>
Total	1.552
** Frais de voyage aller-retour Le Caire-New York (1ère classe) ..	1.286
Indemnité de subsistance pour un séjour de 10 jours à Genève et à Londres lors du voyage à New York	240
Indemnité de subsistance pendant 16 jours à New York	<u>608</u>
Total	2.134

L'établissement du rapport final en 1971 exigera que le Rapporteur spécial se rende au Siège à New York, où il resterait quatre semaines au maximum pour travailler avec le Secrétariat. Le montant estimatif de ses frais de voyage et de l'indemnité de subsistance à lui verser en 1971 se chiffre à 2.430 dollars environ*.

On peut présumer que le rapport final du Rapporteur spécial, après examen par la Sous-Commission, la Commission et le Conseil, sera imprimé en trois langues en 1971 ou en 1972. Si l'on part de l'hypothèse que cette publication ne dépassera pas 100 pages (format 6 x 9), le montant estimatif de son coût est de 4.200 dollars.

Si la recommandation de la Sous-Commission est adoptée, les dépenses seraient au total d'environ 10.390 dollars, dont 1.560 dollars en 1969, 2.200 en 1970, 2.430 en 1971 et 4.200 en 1971 ou 1972.

7. Résolution 8 (XXI) - Génocide

Dans sa résolution 8 (XXI) du 22 octobre 1968, la Sous-Commission recommande à la Commission des droits de l'homme et au Conseil économique et social d'adopter un projet de résolution qui dispose que le Conseil approuve la décision que la Sous-Commission a prise dans ladite résolution de procéder à l'étude sur la question de la prévention et de la répression du crime de génocide, à autoriser la Sous-Commission à désigner, parmi ses membres, un Rapporteur spécial pour effectuer cette étude et prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial et à la Sous-Commission.

La nature et la portée de l'étude proposée sur la question de la prévention et de la répression du crime de génocide ne sont pas précisées dans tous leurs détails dans la résolution 8 (XXI).

Toutefois, il semble que l'étude envisagée sera comparable à certains égards à l'étude susmentionnée sur la question de l'esclavage et de la traite des esclaves et qu'elle ne nécessitera pas l'établissement de monographies nationales.

Il est à présumer que le Rapporteur spécial rédigera un rapport préliminaire qu'il soumettra à la Sous-Commission à sa vingt-troisième session en 1970, et que celle-ci établira à ce moment-là un programme de travaux futurs.

	Dollars
* Frais de voyage aller-retour Le Caire - New York (1ère classe) ...	1.286
Indemnité de subsistance pendant 30 jours à New York	1.140
	2.426

Les incidences financières de la résolution se décomposent comme suit :

L'établissement du rapport préliminaire en 1970 exigera du Rapporteur spécial qu'il se rende au Siège de New York, où il resterait environ trois semaines pour travailler avec le Secrétariat. Le montant estimatif de ses frais de voyage aller-retour et de l'indemnité de subsistance à lui verser se chiffre à 2.100 dollars *.

L'établissement du rapport final en 1971 exigera du Rapporteur spécial qu'il se rende au Siège à New York, où il resterait pendant quatre semaines au maximum pour travailler avec le Secrétariat. Le montant estimatif de ses frais de voyage et de l'indemnité de subsistance à lui verser en 1971 se chiffre à 2.340 dollars **.

Il est à présumer que le rapport final du Rapporteur spécial, après examen par la Sous-Commission, la Commission et le Conseil, sera imprimé en trois langues en 1972 ou en 1973. Si l'on part de l'hypothèse que cette publication n'excèdera pas 100 pages (format 6 x 9), le montant estimatif de son coût est de 4.200 dollars.

Si la recommandation de la Sous-Commission est adoptée, les dépenses seront au total d'environ 8.640 dollars, dont 2.100 dollars en 1970, 2.340 en 1971 et 4.200 en 1972 ou 1973.

	<u>Dollars</u>
* Frais de voyage à New York et retour (première classe)	1.200
Indemnité de subsistance pendant 16 jours à New York	<u>874</u>
Total	2.074
** Frais de voyage à New York et retour (première classe)	1.200
Indemnité de subsistance pendant 30 jours	<u>1.140</u>
Total	2.340

ANNEXE II

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA SOUS-COMMISSION
ETAIT SAISIE A SA VINGT ET UNIEME SESSION

1. Documents à distribution générale :

- E/CN.4/Sub.2/287 Ordre du jour provisoire et annotations y relatives
 (Note du Secrétaire général)
- E/CN.4/Sub.2/288 Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les domaines
 politique, économique, social et culturel (projet de rapport
 présenté par M. Hernán Santa-Cruz, Rapporteur spécial)
- E/CN.4/Sub.2/289 Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice
 (Projet de rapport présenté par le Rapporteur spécial,
 M. Mohammed Ahmed Abu Rannat)
- E/CN.4/Sub.2/290 Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans
et Add.1 et 2 toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les
 pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme
 (Note du Secrétaire général)
- E/CN.4/Sub.2/291 Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui
et Add.1 et 2 ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la
 part de la Sous-Commission
- E/CN.4/Sub.2/292 Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui
 ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la
 part de la Sous-Commission - Discrimination dans le domaine
 de l'enseignement (Mémoire présenté par l'Organisation
 des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture)
- E/CN.4/Sub.2/293 Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui
 ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la
 part de la Sous-Commission (Mémoire présenté par le Bureau
 international du Travail)

2. Documents à distribution limitée

- E/CN.4/Sub.2/L.492 Rapport du groupe de travail créé en vertu de la résolu-
 tion 10 (XX) de la Sous-Commission
- E/CN.4/Sub.2/L.493 Organisation des travaux
- E/CN.4/Sub.2/L.494 Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui
et Rev.1 ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la
 part de la Sous-Commission : Projet de résolution présenté
 par M. J.P. Humphrey et M. E. Schiller

- E/CN.4/Sub.2/L.495 Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission. Texte de la résolution I (XXI) adoptée par la Sous-Commission à sa 536ème séance, le 9 octobre 1968
- E/CN.4/Sub.2/L.496 et Rev.1 Procédure à adopter pour l'examen des communications relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités (M. Abu Rannat, Mme P. Asiyo, M. J.P. Humphrey et M. Nath Pai : projet de résolution)
- E/CN.4/Sub.2/L.497 Procédure à adopter pour l'examen des communications relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités (M. Ferrari-Bravo : projet de résolution)
- E/CN.4/Sub.2/L.498 Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice (M. E. Schiller : projet de résolution)
- E/CN.4/Sub.2/L.499 Protection des minorités (M. E. Schiller : Définition de la portée éventuelle des études futures)
- E/CN.4/Sub.2/L.500 Texte de la résolution 2 (XXI) adoptée par la Sous-Commission à sa 541ème séance, le 14 octobre 1968 (Résolution sur la procédure à suivre pour l'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales)
- E/CN.4/Sub.2/L.501 Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays coloniaux et autres pays dépendants (M. J.P. Humphrey : projet de résolution)
- E/CN.4/Sub.2/L.502 Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants (M. Mohamed A. Abu Rannat : Paragraphe à incorporer au rapport de la Sous-Commission à la Commission des droits de l'homme)
- E/CN.4/Sub.2/L.503 et Corr.1 et Add.1 à 10 Projet de rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités à la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa vingt et unième session
- E/CN.4/Sub.2/L.504 Protection des minorités (M. Humphrey et M. Nath Pai : projet de résolution)
- E/CN.4/Sub.2/L.505 Protection des minorités (M. Zeltner : Amendement au projet de résolution présenté par M. Humphrey et M. Nath Pai (E/CN.4/Sub.2/L.504))

- E/CN.4/Sub.2/L.506 Etude spéciale sur la question de la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel (M. Peter Calvocoressi : projet de résolution)
- E/CN.4/Sub.2/L.507 et Rev.1 Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme (M. Peter Calvocoressi : projet de résolution)
- E/CN.4/Sub.2/L.508 Examen des travaux futurs de la Sous-Commission (Note du Secrétaire général)
- E/CN.4/Sub.2/L.509 Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme (M. Nath Pai : Amendements au projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.507/Rev.1) présenté par M. Calvocoressi)
- E/CN.4/Sub.2/L.510 Texte de la résolution 7 (XXI) adoptée par la Sous-Commission à sa 553ème séance, le 22 octobre 1968 (Résolution sur la question de l'esclavage et de la traite des esclaves)
- E/CN.4/Sub.2/L.511 Génocide (M. F. Capotorti : projet de résolution)